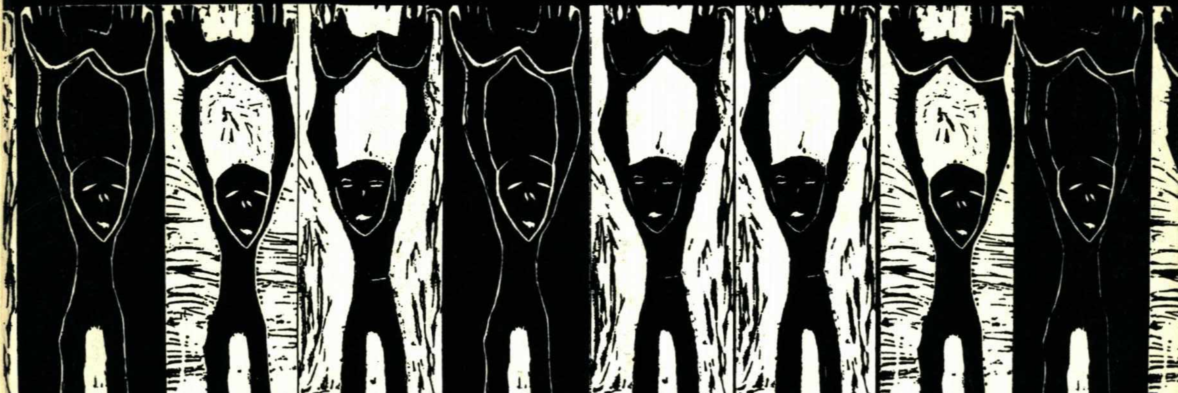
TL 361

1789-1989 : BICENTENAIRE DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Témoignages



L'ÉCOLE MUNICIPALE DES BEAUX-ARTS PRÉSENTE
7 EXPOSITIONS - 3 THÈMES SUR LE DROIT DES PEUPLES

ERRATA

LIRE :

— Page 21 - ... se perpétue un partage inique d'un territoire...

— Page 36 - ... la population est maintenue dans l'ignorance par les autorités.

— Page 49 - ... et le commandant Xanana Gusmao (commandant des FALINTIL).

— Page 53 - ... Conférence Episcopale Catholique d'AFRIQUE AUSTRALE.

— Page 56 - Désignation... du Timor Indonésien comme zone interdite...

— Page 58 - ... Jusqu'à l'occupation Turque et la domination Ottomane.

— Page 64 - ... Qazi MOHAMMED et d'autres dirigeants sont pendus à MAHABAD ...

— Page 92 - ... climat de mousson tropical avec une saison sèche de Mai à Novembre.

— Page 101 - ... en rapport avec l'ASSYRIE dès le 9e siècle avant J.C.

— Page 104 - ...les Xosahs furent les premiers à entrer en contact avec les Boers, en 1775.

Ecole Municipale des Beaux Arts de Beauvais
11 bis, rue de la Préfecture - Tél. 44 48 26 61 - 44 45 23 43

PRÉFACE

Pour appporter sa contribution à l'ensemble des manifestations du Bicentenaire de la Révolution Française, en cette fin d'année 1989, l'Ecole Municipale des Beaux-Arts de BEAUVAIS a choisi de présenter sur la Ville un ensemble d'Expositions sur les Droits de l'Homme aujourd'hui.

Se plaçant dans la perspective de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, proclamée le 26 Août 1789, et de l'évolution de la prise de conscience que l'homme a de lui-même, exprimée en 1948 par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ainsi que par celles sur les Droits de l'Enfant et les Droits des Peuples, nous avons voulu axer la réflexion sur le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, faisant référence à tous les principes fondamentaux affirmés antérieurement.

A travers ces expositions, et les manifestations programmées par nos partenaires pour accompagner et enrichir l'information, c'est sur les productions plastiques et plus particulièrement les moyens de communication visuelle que s'appuit l'argumentation : photos, affiches, publications, Tee-shirts, objets traditionnels, vidéos, films,... comment ces moyens d'expression deviennent les outils d'un combat essentiel, comment des peuples luttent pour préserver leur identité et leur culture, pour se faire reconnaître, forcer le silence et résister à l'écrasement.

Je tiens à mentionner les personnes et les associations qui nous ont permis d'établir les contacts nécessaires, de rassembler la documentation et les objets présentés, et fait en sorte, par leur précieuse collaboration, que cette manifestation puisse avoir lieu.

Comme toujours en pareil cas, nous n'étions pas prêts, nous aurions voulu faire plus, et mieux, face à la gravité du sujet et à l'ampleur des thèmes abordés.

Du moins pouvons-nous espérer, les circonstances étant favorables, revenir ultérieurement et complémentairement sur l'un ou l'autre, par une approche artistique différente.

Nous remercions tout particulièrement :

— L'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'AFRIQUE et M. Thierry PELFRESNE.

— "L'APOSTROPHE" - Centre de Documentation Tiers-Monde de MONTARGIS.

— L'African National Congress, et le personnel de son siège à PARIS.

— L'Association de Soutien au TIMOR Oriental, et M. Antonio DIAS.

— Le Bar - FLOREAL.

— Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement et M. Jacques MAIRE.

— Le Comité de Solidarité avec les Peuples d'AFRIQUE de BERLIN - R.D.A.

— L'Association GRAPUS.

— L'I.D.A.F. - International Defence and Aid Fund for Southern Africa de LONDRES.

— L'Institut Kurde de PARIS.

— Le Mouvement Anti-Apartheid - FRANCE et Mme Josiane MORILLON.

— Les Mouvements Anti-Apartheid de LONDRES, de BONN.

— Le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples.

— Le Musée de l'HOMME et M. J. GUIART - Directeur du Laboratoire d'Ethnologie.

— Le siège à PARIS de la SWAPO.

— L'Association ZANZIB'ART.

...ainsi que les structures beauvaisiennes qui nous ont accueilli : A.S.C.A., Bibliothèque Municipale, C.D.D.P., Centre Jacques BREL, Hôtel de Ville, qui non seulement ont mis matériel et locaux à notre disposition mais se sont efforcés de diffuser, d'étoffer, d'animer par leurs initiatives personnelles l'apport que nous leur proposions.

Afin que le travail investi dans ces diverses expositions profite à un large public et puisse, autant qu'il se peut, contribuer à informer, faire évoluer la réflexion individuelle et les comportements collectifs, celles-ci sont disponibles, pour l'essentiel, en tant qu'expositions itinérantes.

Associations, Mouvements, Etablissements Scolaires, Entreprises peuvent se les procurer soit auprès de l'Ecole des Beaux-Arts de BEAUVAIS, soit auprès de ses partenaires associatifs : Mouvement Anti-Apartheid, Institut Kurde de PARIS, Association de Soutien au TIMOR Oriental.

Eric SCHÄFER
Directeur de l'Ecole Municipale
des Beaux Arts de Beauvais

INTRODUCTION
Présentation Générale

L'identité culturelle d'un peuple est fondée sur son histoire, sa religion, sur la totalité de l'expérience acquise au fil des générations et transmise par l'éducation, elle s'exprime par son organisation sociale et politique, ses arts, ses sciences et métiers, leurs traductions et leur adaptation, elle dit sa réponse propre, collective, pour assurer sa cohésion en tant que peuple, son unité et sa pérennité.

Les régimes totalitaires, les puissances expansionnistes l'ont bien compris, qui dans toutes les entreprises d'invasion, d'appropriation de territoires et de leurs ressources, de domination d'autres ethnies, s'acharnent systématiquement à détruire tout cet héritage artistique, linguistique, social, anéantissant les villages, déportant les populations, interdisant les pratiques coutumières, l'enseignement de la langue.

Les peuples écrasés par une exploitation ou une domination étrangère le savent aussi, pour qui la langue et la culture ont été, de tout temps, le moyen ultime d'assurer cette unité, de se reconnaître et de faire reconnaître leur spécificité, d'affermir leur capacité de résistance à l'extermination physique et à la négation de leur identité.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme reprennent une par une ces libertés essentielles qui garantissent le respect des cultures : liberté d'association, liberté de circulation liberté d'expression, droit à la pratique religieuse, droit à l'éducation, respect des coutumes et des modes de vie.

Le 21 Janvier 1988 était inaugurée à PARIS, sous l'égide de l'UNESCO la Décennie Mondiale du Développement Culturel : "10 années pour réadapter le concept de culture et l'enraciner dans l'originalité, l'authenticité, la diversité des modes de penser et d'être des sociétés".

Le fait même de l'ouverture de cette décennie témoigne de l'importance reconnue, ou redécouverte, des identités culturelles.

Certaines organisations d'aide au développement le savent, qui ont pu constater que cette méconnaissance a conduit durant des années à des aberrations techniques et humaines, soldées par des échecs cuisants et coûteux.

En cette année du Bicentenaire de la Révolution Française, l'actualité accumule les signes contradictoires d'oppression et de libération :

Au TIBET, la force armée chinoise appesantit sa main mise sur une population plus encore attachée à ses traditions et à ses pratiques religieuses qu'à son indépendance politique et économique.

En ROUMANIE, un chef d'état mégalomane projette de détruire des centaines de villages, affame et déporte les populations, ruine l'économie, rase l'héritage architectural et artistique de son pays.

En PALESTINE, les enfants et adolescents sont empêchés de recevoir l'enseignement que leur garantit la loi ;

Les occupants israéliens entravant l'organisation normale des sessions scolaires.

C'est toute une tranche d'âge qui se voit culturellement frustrée de formation et de promotion humaine.

...mais aussi, en U.R.S.S., en POLOGNE, en CHINE, les structures bougent sous la poussée des revendications, sous la pression des échecs économiques et des aspirations populaires, et l'on s'aperçoit que quarante ou soixante ans d'endoctrinement, de répressions, d'interdictions n'ont pu étouffer la richesse et la diversité des fonds culturels, ni la promesse de leur nouvel essor.

C'est bien de cette culture dont nous voulons parler ici, dans l'ensemble de ces Expositions.

Prenant pour sujet d'étude trois situations particulières, à savoir l'AFRIQUE DU SUD, le KURDISTAN et le TIMOR Oriental, montrer son importance dans les modalités d'actions de résistance et de libération ;

Comment le facteur culturel devient un outil essentiel pour s'affirmer, pour s'opposer à un système destructeur.

Pourquoi ces trois thèmes ?

La RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD perpétue depuis bientôt 80 ans une exploitation et marginalisation légalisée de la population noire, soit 80 % de la population totale du pays, par une minorité blanche qui s'est approprié tous les pouvoirs, économique, politique, médiatique, et résiste par tous les moyens à l'avènement d'un régime démocratique et non racial.

L'Apartheid représente le cas extrême d'un peuple dépossédé de son territoire et de toute existence réelle comme état souverain.

Le KURDISTAN existe bien dans les manuels de géographie, et le peuple Kurde est effectivement implanté depuis des siècles dans son pays.

Mais celui-ci a été découpé, partagé entre IRAN, TURQUIE, IRAK et SYRIE, qui de fait s'en approprient l'essentiel des richesses et refusent à la nation Kurde la possibilité d'accéder au statut d'Etat politique indépendant.

Le TIMOR Oriental pose la question quantitative et qualitative du concept de nation, il représente l'exemple type d'une minorité ayant sa propre identité, envahie, opprimée, massacrée par son puissant voisin l'INDONÉSIE, qui refuse depuis 15 ans de revenir sur ses visées expansionnistes.

Trois situations différentes, sept Expositions pour alimenter notre réflexion.

En AFRIQUE DU SUD, le Tee-shirt imprimé est devenu un mode de création et d'expression populaire, lors des commémorations et manifestations contre le pouvoir : Improvisation, spontanéité, pour contourner et faire échec à tout l'arsenal répressif de la censure.

UP BEAT est une revue pour adolescents, dont la fonction est de reprendre fil à fil et de recomposer ce tissu culturel, destructuré par "l'éducation bantoue", qui relie la jeunesse noire à son histoire et lui assure la possibilité de construire son avenir en connaissant son passé et comprenant son présent.

Des photos d'une agence Noire Sud-Africaine, des textes littéraires et poétiques africains témoignent de l'Apartheid, des violences de la répression, des souffrances d'un peuple.

Documents et productions traditionnelles nous disent l'importance des structures sociales, de leur traduction dans l'environnement, paysage, agriculture, habitat, décors sculptés et tissés, tout ce qui fait la richesse du peuple Timorais.

Des photos, des textes encore pour dire le pays Kurde, ses montagnes et ses forêts, ses coutumes, la vie au village, les fêtes, et aussi ses épreuves, la résistance, les destructions, ses luttes et ses espoirs.

Enfin, pour élargir le regard et mesurer l'élan de solidarité, l'usage d'un autre moyen de communication visuelle, l'affiche : créations d'artistes, manifestes de mouvements et associations, pour mobiliser autour d'une action, alerter l'opinion publique, affiches de l'A.N.C., de la S.W.A.P.O., affiches de FRANCE, ALLEMAGNE, ANGLETERRE.

A travers ces Expositions, il s'agit d'ouvrir les yeux sur la réalité des Droits de l'Homme et de leur violation dans le monde en 1989, de comprendre l'importance de cette dimension culturelle, et combien elle peut acquérir dans certains contextes, une fonction vitale ; enfin de bien concevoir que toute culture anéantie n'est pas seulement l'anéantissement d'un peuple, mais aussi l'appauvrissement de l'humanité dans sa diversité créatrice et que par les rencontres, échanges, et dans le respect mutuel, toute culture peut irriguer les autres et s'enrichir librement à leur contact.

Enfin, pourrait-on aussi émettre le souhait que le droit international trouvera un jour les moyens de faire reconnaître le délit de "non assistance à peuple en danger", et d'en tirer les conséquences, et les conduites adaptées.

L'APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD :
Le Racisme comme Raison d'Etat

L'un des régimes racistes les plus scandaleux qu'il soit, parce que légalisé, justifié par la minorité blanche au pouvoir.

Avec des théories scientifiquement viciées et détournées, des allégations mensongères et cyniques, le gouvernement de la République d'AFRIQUE DU SUD mène et impose depuis 80 ans ce qu'il appelle une politique de développement séparé.

Celle-ci consiste de fait à accorder à la minorité d'origine Anglo-Néerlandaise au pouvoir 85 % des terres et l'essentiel des richesses du pays, et à parquer les Noirs, Métis, Asiatiques et Africains, dans les zones les plus stériles du pays, Bantoustans et Townships.

L'objectif est d'exploiter à outrance une communauté noire à laquelle on ne laisse aucune capacité d'expression ni d'intervention dans les décisions du pays.

Interdiction de circuler librement, de choisir sa résidence, d'accès à tous les emplois, d'association, d'expression, impossibilité de bénéficier d'une éducation de qualité dans des conditions matérielles équitables, répression syndicale, régime de terreur des polices paramilitaires... face à cette situation, des organisations politiques, syndicales, associatives qui œuvrent pour l'évolution du pays vers un système non racial et démocratique, avec l'appui des Eglises catholique et Réformée, soutenues dans les grands organismes internationaux, aidées par la solidarité des mouvements Anti-Apartheid de tous pays.

Mais les règles économiques, les intérêts d'états et de multinationales pèsent lourd face aux principes, ceux-ci sont souvent contournés, et les sanctions théoriquement approuvées à l'encontre du régime de Prétoria peu ou mal appliquées.

Les expositions présentées sur ce thème visent à mieux faire comprendre ce que peut être l'enjeu culturel pour la population Noire Sud-Africaine, combien il lui est nécessaire de se raccrocher à ses propres racines, à ses modes d'expression musicales, ses danses, son patrimoine de contes, de mythes, de poèmes, l'histoire et l'évolution historique de ses diverses ethnies, alors qu'on voudrait en faire un peuple sans tradition, sans passé ni références.

Elles montrent aussi la nécessité de dire, avec ses mots, ses images, ses techniques appropriées, sa sensibilité et son intelligence de la situation présente et des changements possibles, quel avenir peut être espéré, construit, qui respecte toutes les composantes de tous ; un avenir qui pourrait s'enraciner dans trois principes qui nous sont familiers, même si chez nous aussi, ils sont souvent difficilement vécus : Liberté, Egalité, Fraternité.

UP BEAT

Ce magazine est diffusé en AFRIQUE du SUD à 30.000 exemplaires, au rythme de 9 numéros par an, édité par SACHED auprès des jeunes adolescents Sud-Africains.

SACHED (South African Committee for Higher Education) est une Association implantée à JOHANNESBURG depuis 1959, qui s'efforce de proposer un enseignement alternatif aux étudiants noirs voulant poursuivre leurs études supérieures.

Dans un système éducatif raciste et discriminatoire, qui établit délibérément des barrages interdisant l'accès au savoir pour les Noirs Sud-Africains, SACHED travaille à contrebalancer les inégalités ainsi créées, et à insérer le développement par l'éducation dans un processus de libération pour un pays démocratique et non racial.

Services de bourses universitaires, cours par correspondance, documents et publications, séminaires, édition de matériel audio-visuel, revues,... l'activité de SACHED est multiforme, en relation avec toutes les organisations et associations qui œuvrent pour une AFRIQUE du SUD unie.

UP BEAT (titre difficilement traduisible, qui pourrait signifier "Haut les Cœurs", ou "De l'Avant") est diffusé surtout dans les Ecoles, et répond au besoin des jeunes Noirs de retrouver leur histoire, leur culture, cette identité de leur pays et de leur peuple qu'une minorité Blanche s'efforce d'effacer.

Dans la diversité de ses articles, il fait une large part à la dimension culturelle, patrimoine artistique, compréhension du pays dans sa situation actuelle politique, économique, sociale à partir de son fond historique et géographique : Expression musicale africaine, tendances et artistes de tout le continent, comparaisons, dialogues avec la musique Noire-Américaine (ÉTATS-UNIS, BRÉSIL, Iles CARAÏBES...).

Rapports avec la danse, ses différentes pratiques, leur contexte.

Littérature, poésie africaine de tous pays ; publication de textes et poèmes des lecteurs de la revue, présentation et analyse d'ouvrages littéraires.

Héritage collectif, géographie physique et économique, évolution des espèces, perspective chronologique des règnes végétal et animal, de l'apparition de la race humaine ; Témoins fossiles, archéologie...

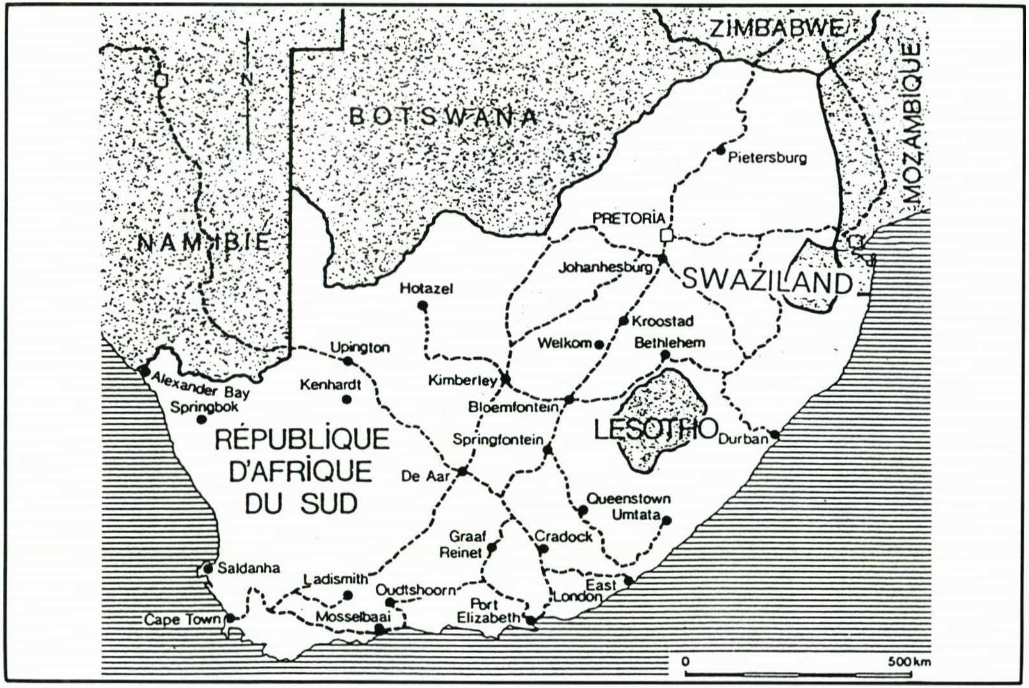
Regards sur le monde, ses mécanismes économiques, ses conflits passés ou présents, les relations entre Pays riches et Tiers-Monde, les politiques de conquête de colonisation en AMÉRIQUE, AFRIQUE, AUSTRALIE aux 19e et 20e Siècles.

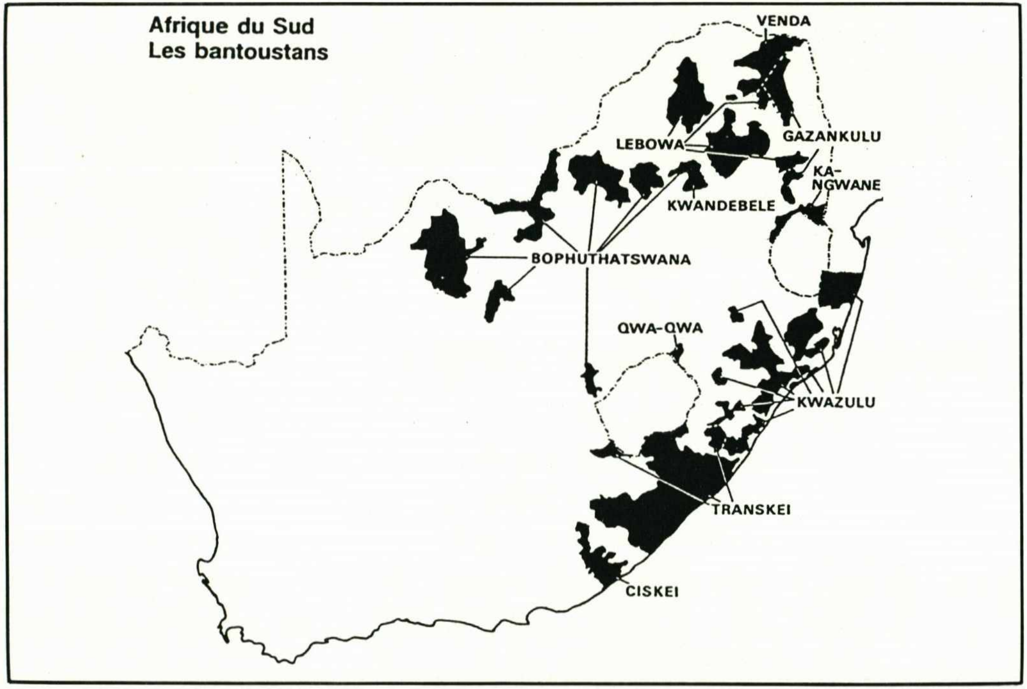
Etudes sur l'AFRIQUE du SUD, la discrimination raciale, les meurtres, disparitions, exactions des milices, répressions policières.

Une information qui tente de ne rien laisser dans l'ombre de la situation actuelle, en mettant, la compréhension des faits à la portée des jeunes de 12 à 16 ans, mais qui fait aussi la part aux signes d'espérance, évolution de la pratique et des structures syndicales, des mouvements coopératifs, opposition de jeunes Blancs au service armée répressif, rencontres et manifestations Anti-Apartheid dans le monde, germes d'une AFRIQUE du SUD nouvelle, sans racisme, unie et démocratique.

Magazine en couleurs, d'une trentaine de pages, UP BEAT tente de répondre aux besoins d'une jeunesse Noire à la recherche d'elle-même.

Il représente le type même d'outil culturel pour contrecarrer les méfaits de l'Education Bantou instaurée par le pouvoir blanc.


ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
N
BOTSWANA
NAMIBIE
Pietersburg
PRETORIA
Johannesburg
SWAZILAND
Hotazel
Kroostad
Welkom
Bethlehem
Upington
Kenhardt
Kimberley
Alexander Bay
Springbok
Bloemfontein
LESOTHO
Durban
RÉPUBLIQUE
D'AFRIQUE
DU SUD
Springfontein
De Aar
Queenstown
Umtata
Graaf
Reinet
Cradock
Saldanha
Ladismith
Oudtshoorn
East
London
Port
Elizabeth
Cape Town
Mosselbaai
0
500 km



Afrique du Sud
Les bantoustans

VENDA
LEBOWA
GAZANKULU
KA-NGWANE
KWANDEBELE
BOPHUTHATSWANA
QWA-QWA
KWAZULU
TRANSKEI
CISKEI

TIMOR ORIENTAL :
Le Génocide d'un Peuple

Le génocide est la perpétration massive de meurtres, déportations, dans l'intention de détruire un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que tel.

C'est le processus qui est engagé depuis 14 ans au TIMOR Oriental où l'armée Indonésienne tente d'annihiler l'identité d'un peuple, par les massacres physiques et la destruction systématique de la culture maubère.

L'Ile de TIMOR, à l'extrémité de l'archipel de la Sonde, est le lieu d'affrontements cruels, où le gouvernement Indonésien a décidé d'annexer par la force un territoire, et une population qui lui est en tout point différente, par sa langue, par son histoire, par sa religion, ses coutumes.

Mais le TIMOR Oriental est riche de bois exotiques, de cuivre, de manganèse, de gaz naturel et de pétrole, ressources qui lui valent l'agression expansionniste de son puissant voisin.

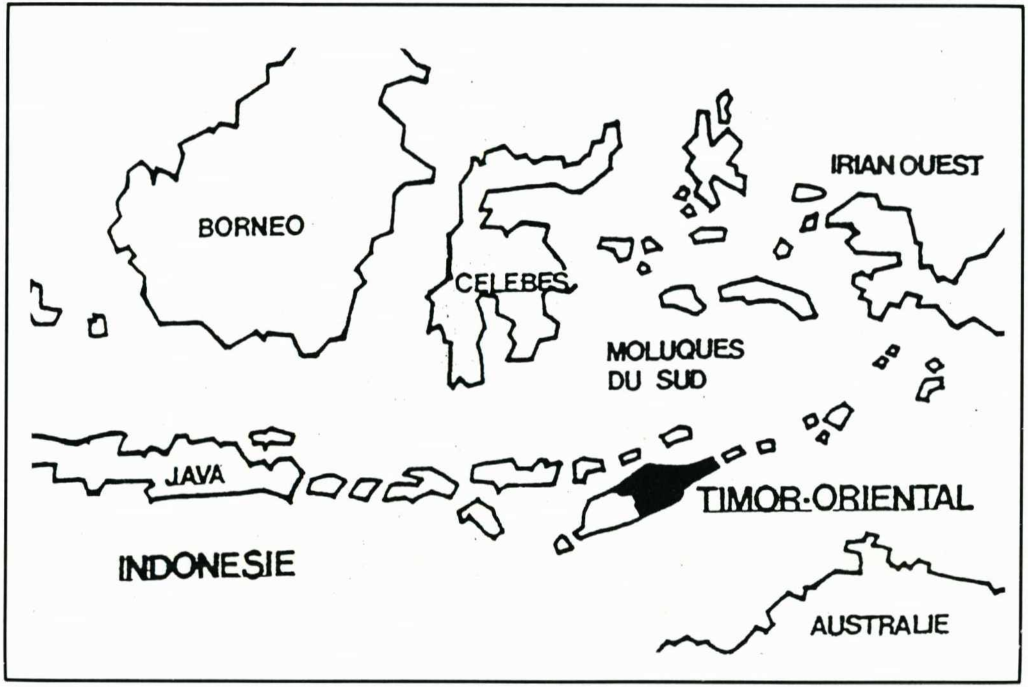
Une série de textes et de documents photos situent le cadre géographique, l'habitat, le mode de vie, l'environnement du peuple Timorais et sa lutte désespérée pour résister à la machine de guerre d'un pays de 160 millions d'habitants, équipé des matériels les plus sophistiqués.

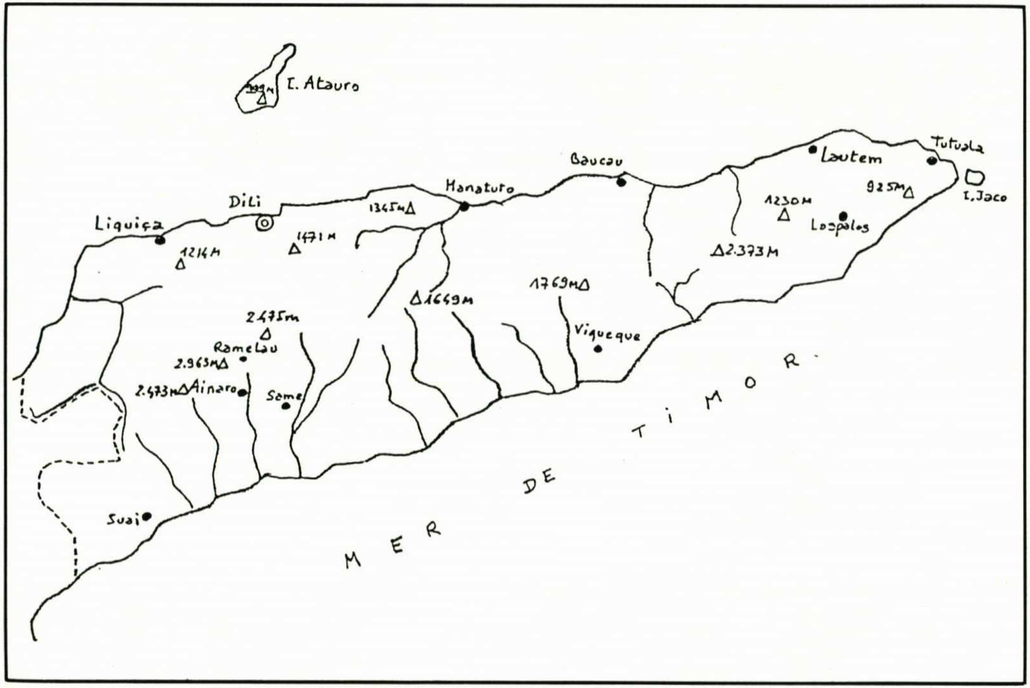
Ils souhaitent amener à la réflexion sur le concept de nation.

Quelle que soit son importance géographique ou démographique, chaque groupe humain ayant communauté de langue, de territoire, d'origine et d'histoire a le droit légitime de se fonder en tant qu'Etat.

La planète est elle vouée à la loi du plus fort, dont les idéologies, les impérialismes économiques ou politiques sortiront triomphants, ou bien entendra-t'on la voix des sans-voix, comprendra-t'on outre la gravité du crime, l'appauvrissement que représente, pour le patrimoine de l'humanité, la destruction d'un peuple et d'une culture.

Le Tribunal Permanent des Peuples a condamné les autorités Indonésiennes pour l'agression et le génocide du TIMOR Oriental. Encore faut-il qu'on ne laisse pas tuer en silence et dans l'indifférence... c'est si loin, si petit, et même, sait-on où ça se trouve, le TIMOR Oriental ?


BORNEO
CELEBES
IRIAN OUEST
MOLUQUES DU SUD
JAVA
TIMOR-ORIENTAL
INDONESIE
AUSTRALIE


I. Atauro
999M
Liquiça
Dili
1345M
1471M
1214M
Manatuto
Baucau
Lautem
Tutuala
I. Jaco
925M
1230M
Lospalos
2.373M
1769M
1669M
2.475m
Ramelau
2.963M
2.473M
Ainaro
Same
Viqueque
Suai
MER DE TIMOR

LES KURDES :
Une Nation sans Etat

Le peuple Kurde représente actuellement plus de 20 millions de personnes, sur une aire géographique de près de 500.000 Km², soit presque égale à la FRANCE.

Si l'on se réfère au concept de la nation et aux critères qui le déterminent, on peut effectivement parler de Nation Kurde : une communauté d'origine aryenne Transcaucasienne, implantée dans le croissant montagneux allant du Golfe d'ALEXANDRETTE sur la Méditerranée Orientale jusqu'au LURISTAN, au Nord du Golfe PERSIQUE, en suivant les bassins supérieurs de l'EUPHRATE et du TIGRE, et la chaîne des Monts ZAGROS.

Héritière de vingt cinq siècles d'histoire, depuis les Empires Mède et Perse, elle connut les périodes florissantes des Sassanides et de l'Islam Contemporain de notre haut Moyen-Age ; plusieurs dynasties Kurdes témoignent à cette époque de la puissance et du raffinement d'une des cultures les plus riches de l'Orient.

Elle vécut aussi les épreuves et les vicissitudes des occupations Mongoles et Turques du 14ᵉ et 19ᵉ Siècles.

Dans son passé récent, le peuple Kurde eut à lutter contre la répression et les tentatives d'assimilation de l'Empire Ottoman, jusqu'au partage du pays après la Première Guerre Mondiale, entre TURQUIE, SYRIE, IRAK, IRAN : appropriation par les grandes puissances d'une région stratégique et de ses ressources pétrolières.

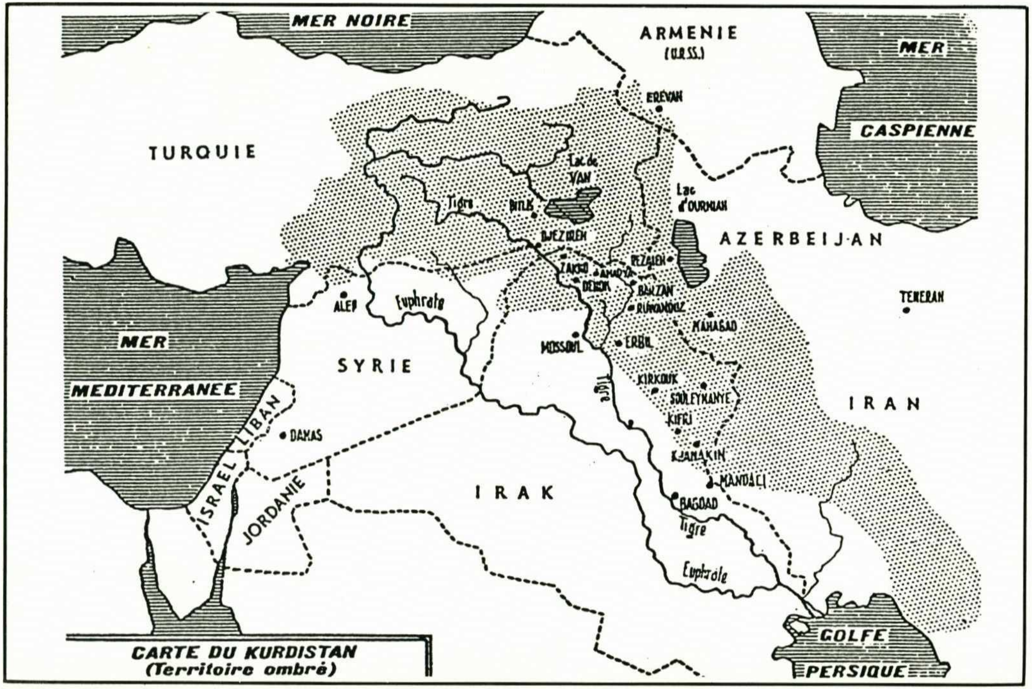
Depuis, dans chacun de ces pays, les Kurdes sont privés de leur identité culturelle, leur langue est interdite, leurs écoles détruites, les villages rasés et les populations déportées.

Périodiquement, quelques événements particulièrement tragiques défraient la chronique et sont répercutés par les médias, telles les attaques de villages par l'armée Irakienne et l'usage des armes chimiques au Printemps 1988.

Non seulement la Déclaration des Droits de l'Homme n'est pas respectée dans ces divers pays, où les gouvernements n'hésitent pas à poursuivre, emprisonner, torturer, massacrer, où les droits d'association, de circulation et d'expression, les droits à l'éducation, à la sûreté des personnes sont sans cesse bafoués, mais le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est ignoré, et se perpétue un partage unique d'un territoire, et la dépossession économique et politique d'un peuple, situation créée sous la responsabilité des anciennes puissances colonisatrices, à laquelle FRANCE et ANGLETERRE ne sont pas étrangères.

Les Kurdes ? Un peuple, un pays, une identité propre en tant que Nation, mais pas d'Etat indépendant.

Le KURDISTAN existe bien sur les cartes de géographie, mais l'Etat du KURDISTAN n'a jamais pu se constituer comme puissance politique.


MER NOIRE
ARMENIE
(U.R.S.S.)
EREVAN
MER
CASPIENNE
TURQUIE
Lac de VAN
Lac d'OURMIAH
Tigre
BITLIS
DJEZIREH
AZERBEIJAN
ZAKHO
AMADIA
DEHOK
REZAIEH
BARZAN
RUWANDUZ
MAHABAD
TEHERAN
ALEP
Euphrate
MER
MEDITERRANEE
SYRIE
MOSSOUL
ERBIL
Tigre
KIRKOUK
SOULEYMANYE
KIFRI
KHANAKIN
MANDALI
BAGDAD
Tigre
IRAN
LIBAN
DAMAS
ISRAEL
JORDANIE
IRAK
Euphrate
GOLFE
PERSIQUE

CARTE DU KURDISTAN
(Territoire ombré)

ABÉCÉDAIRE

A/ APARTHEID

Système de ségrégation instaurée en AFRIQUE du SUD au début du siècle, officialisé à partir de 1913 (Native Land Act), défini légalement par le Parti National depuis 1948, et basé sur la notion de "race" et de développement séparé.

La population est divisée en quatre groupes : Blancs (4,8 millions), Métis (3 millions), Asiatiques (1 million), Africains (21 millions).

Les Blancs occupent 85 % des terres, les plus riches régions agricoles et possèdent toutes les ressources minières.

Les Noirs ne disposent que de 13 % des terres, désertiques.

Le principe du développement séparé concentre massivement entre les mains de la minorité blanche les richesses, revenus et propriétés, les pouvoirs économique, juridique et politique.

Une législation restrictive et oppressive lui permet d'exploiter la force de travail des Noirs, marginalisés dans leur propre pays.

9 millions d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue.

B/ BORJA DA COSTA

Francisco BORJA DA COSTA est né le 10 Octobre 1946 à SAME, dans une région montagneuse, à 50 Kilomètres au Sud de DILI.

Il fait au TIMOR Oriental ses études primaires et secondaires puis s'oriente vers une formation de journaliste.

En 1973-74, il est en voyage au PORTUGAL lorsque se prépare puis éclate le coup d'Etat du 25 Avril, et la chute du gouvernement de SALAZAR. Il perçoit immédiatement l'importance des événements et leur répercussion sur les peuples colonisés.

De retour à TIMOR en Août 1974, il est secrétaire de l'Information au Comité Central du FRETILIN.

Formé au journalisme, passionné de littérature et de la culture de son peuple, il allie à sa vie militante et à son engagement au sein du FRETILIN l'étude tant de la langue portugaise que des traditions orales timoraises.

Poète, il recherche la forme permettant le passage de la langue orale à son expression écrite.

Riche de la culture timoraise, imprégné de ses traditions et de ses diversités linguistiques, il reste pour les Timorais l'image de l'identité nationale, l'affirmation et la conscience qu'un peuple peut avoir de lui même, face à l'oppression.

Le 7 décembre 1975, lors de l'invasion de DILI par les troupes indonésiennes, au cours de l'opération KOMODO, il est capturé par un groupe de parachutistes.

Torturé, assassiné, son corps mutilé sera retrouvé le lendemain.

Il avait 29 ans.

B/ BOYCOTT

Nombre d'associations, solidaires de la lutte Anti-Apartheid, mènent des campagnes de sanctions et soutiennent depuis des années les mesures d'opposition au gouvernement Sud-Africain.

Cette conduite répond à l'appel du peuple Sud-Africain dans sa majorité, lancé pour la première fois par Albert LUTULI, alors Président de l'A.N.C. et Prix Nobel de la Paix, s'adressant à la Communauté Internationale.

L'application de sanctions économiques au gouvernement Sud-Africain a ensuite été confirmée par la majorité des pays membres de l'O.N.U.

L'objectif est d'informer, de proposer des actions, peser sur les décisions des pouvoirs publics.

Le boycott des oranges OUTSPAN fut un moyen d'alerter l'opinion.

Le boycott sportif a suscité des prises de position sans ambiguité de la part d'une majorité d'associations sportives mondiales (tournées internationales, jeux Olympiques).

Un boycott culturel est mis en œuvre par des acteurs, musiciens, membres de professions du spectacle refusant de cautionner le système d'Apartheid.

Dans le pays même, boycott des loyers et des charges, de "l'Education Bantoue" imposée par Prétoria, des magasins blancs, des transports, des élections,... les Africains font pression sur le pouvoir et les boycotts internes suscitent un élan de solidarité, et des concessions du gouvernement.

C/ CATHOLICISME

L'œuvre d'évangélisation qui débute à Timor dès le 16e siècle ne fut jamais aisée pour les missionnaires. Assez bienveillants pour les paroles venues d'ailleurs, les Timorais se sont montrés très réticents à adopter le "message évangélique", encore moins quand ce message se trouvait souvent lié à la force des armes.

Epris d'une profonde religiosité avec des conceptions du sacré plus vastes que celles ressenties par les Européens, les peuples timorais pressentaient dans leur Etre Suprême — MAMORAC — autre chose que dans celui apporté par les missionnaires.

L'immense différence éclatait partout et dans tous les domaines : mœurs, langues, façons de faire la guerre, de cuisiner, tabous, danses, rapports imbriqués des hommes avec la terre et les plantes, manifestations de l'ordre des choses, alliances, expressions de la souffrance, de la joie, de la mort, pensée de l'espace, lieux d'origine, etc... Monde autre que les colonisateurs européens vont essayer de maîtriser.

Les premières conversions semblent dater de 1590 quand le Liurai de Mena autorise son fils à se faire baptiser à Malacca. Mais c'est essentiellement au 17e siècle que les missionnaires portugais forcés de quitter Malacca et l'île de Solor s'intalleront dans l'île de Timor. En 1640, 22 églises avaient été bâties. Si la mission de conversion se mêlait trop souvent aux tentations temporelles de contrôle territorial prenant la forme de destruction systématique des autels, sanctuaires et objets sacrés timorais (Lulick), il est vrai aussi que quelques uns parmi ces missionnaires se sont intéressés à mieux connaître la culture timoraise (notation de mœurs, mythes, chants) à apprendre des langues, ont introduit des nouvelles espèces agricoles et ont même pris la défense des peuples autochtones contre les exigences du pouvoir temporel, comme ce fut le cas de l'évêque D. Frei Manuel de Santo Antonio pendant la guerre de Cailaco, ce qui lui a valu d'être expulsé (1724/25).

Ces siècles d'action missionnaire adressée essentiellement aux enfants des grandes familles des royaumes n'ont pas modifié en profondeur l'identité religieuse timoraise même si l'expression de celle-ci dans certains lieux devait rester cachée.

Les avatars de la politique portugaise où le désintérêt pour Timor était chose courante, ont fait que le pouvoir de l'Eglise ne s'est jamais totalement circonscrit au seul exercice spirituel, pouvant même être renforcé politiquement comme ce fut le cas après la "pacification" du territoire et surtout avec l'arrivée au pouvoir du régime salazariste au Portugal (1926). Pilier du régime fasciste, le caractère conservateur de l'Eglise timoraise (et portugaise), était notoire et ceci jusqu'aux années 1974-175.

En 1974, 32 % de la population timoraise était estimée catholique. Dix ans plus tard, en pleine occupation indonésienne ces estimations montent à 80 % de croyants.

Ce brusque changement, comment le comprendre ?

"C'est une résolution généralisée d'un peuple qui cherche en nous la défense de son identité" écrivait Carlos Filipe Ximenes Belo, administrateur apostolique de Dili le 12 août 1983.

L'invension militaire indonésienne a contraint l'Eglise timoraise à prendre des mesures immédiates de sauvegarde de la vie des Timorais. Dès les premières heures de l'invasion des milliers de Timorais à Dili et partout cherchaient un refuge dans les églises, chez les prêtres, dans la maison de l'évêque où ils sont restés pendant des mois. Dans les villes, plus libres de circuler les prêtres vont essayer de sauver des vies, de demander pardon pour des prisonniers, de se porter garants, de transporter des vivres, de consoler partout.

Les premiers secours viennent de l'Eglise de même les premiers appels lancés vers l'extérieur informant de la famine. C'est encore de son sein que les premiers rapports et lettres émanent alertant le monde extérieur, relatant les événements subis depuis l'invasion, les bombardements, emprisonnements, disparitions, la souffrance et misère des Timorais.

Depuis 1981, des appels sont envoyés, et face au silence des Eglises, le clergé timorais témoignera par la voix de D. Martinho Lopes, administrateur apostolique de Dili, des massacres commis par l'armée indonésienne entre 1980 et 1983, ce qui lui vaudra l'expulsion.

C'est encore l'Eglise qui proteste contre le contrôle des naissances qui à Timor Oriental prend des dimensions folles, qui défend les langues et coutumes timoraises contre la javanisation des jeunes Timorais, qui se bat pour maintenir un enseignement autre que celui de l'occupant, qui parle le Tétum dans ses services liturgiques.

Certes, le mépris des Indonésiens à l'égard de l'animisme, la non reconnaissance de celui-ci par l'idéologie officielle de l'Etat indonésien — le Pancasila — a forcé les Timorais à choisir une des religions en vigueur dans le Panthéon du Pacasila et ceux-ci se sont tournés vers le catholicisme.

Mais dans ce choix, il y a une reconnaissance de l'Eglise timoraise en même temps qu'un renforcement d'un contre pouvoir face à l'occupant.

Acculée depuis l'invasion à intégrer la Conférence Episcopale Indonésienne, l'Eglise est devenue un enjeu pour le pouvoir indonésien pouvant servir leur domination sur Timor. Subissant elle aussi l'ostracisme auquel Peuple et Résistance timorais sont voués depuis l'invasion, l'Eglise timoraise a su résister et trouver des gestes et mots pour répondre dans la mesure de ses forces à la détresse de tous.

Défendant le droit à l'autodétermination du Peuple de Timor, reconnaissant l'identité culturelle et religieuse propre au peuple c'est en elle que celui-ci cherche refuge.

"Ne pas respecter la tradition religieuse même animiste des Timorais, et ne pas la considérer à l'égalité avec le Christianisme ou d'autres religions, c'est détruire la croyance d'un peuple".

"Assassinant la culture on assassine le Peuple".

(Extrait du Message du Conseil presbytéral du Diocèse de Dili, 1er janvier 1985).

C/ CONCENTRATION

Les diverses opérations militaires indonésiennes au TIMOR Oriental se sont accompagnées de concentration forcée des populations, regroupées dans les zones de contrôle intensif (postes de surveillance, milices armées, casernes, utilisation de chars d'assaut et canons de montagne).

Ces concentrations et quadrillages entraînent la désorganisation du système de production traditionnel, réduisent les ressources alimentaires, favorisent leur accaparement par l'occupant et ses collaborateurs, contraignent la population à un état de survie précaire. La famine est devenue un fléau permanent.

Les surfaces octroyées pour les cultures vivrières sont de plus en plus restreintes, les familles dépossédées de leurs buffles ; les opérations militaires, les travaux forcés instaurés par la pratique du GOTONG ROYONG, laissent peu de temps pour cultiver ou jardiner dans les potagers, les déplacements de population empêchent d'assurer la continuité du travail sur les exploitations agricoles, toutes ces contraintes imposées sont cause d'une malnutrition permanente.

Des camps de concentration, tel celui de KLALEREK-MUTIN, regroupent les restes de populations rescapées des massacres de villages.

Tension et menace permanentes, couvre-feu et rondes nocturnes, circulation limitée aux minuscules potagers situés à moins d'un kilomètre du camp, déplacements sous escorte où les Timorais sont utilisés comme boucliers par l'armée contre les embuscades des guerilleros... Toute cette situation de répression féroce provoque une massive extermination par la faim et la maladie.

La population est privée de toute assistance sanitaire, le taux de mortalité très élevé surtout parmi les enfants et les vieux.

Mais la politique de l'occupant n'est-elle pas justement de perpétuer des conditions de vie destinées à éliminer la population Maubère.

C/ CULTURE

La culture d'un peuple exprime son identité profonde, liée à son histoire ; la sauvegarder est indispensable à sa survie, d'autant plus lorsqu'il est privé de tout pouvoir économique ou politique, et nié sur son propre sol.

La culture Kurde est étouffée, détruite systématiquement par les états qui se partagent le territoire du KURDISTAN.

En IRAK, en 1975, 300.000 Kurdes sont déportés, les noms Kurdes de villes, villages, rues, sont supprimés, remplacés par des noms Arabes. De 1975 à 1979, 1.547 villages Kurdes sont rasés sur la zone frontalière avec l'IRAN, les sources bouchées, les forêts et vergers brûlés. Durant la seule année 1985, de Février à Novembre, 200 villages ont été détruits.

Toute publication en langue Kurde est interdite, le but est de faire oublier aux Kurdes leur identité et leur culture propre.

En TURQUIE, le terme "Turcs Montagnards" est donné aux Kurdes dont la langue est officiellement interdite. Les populations sont déportées, persécutées, les militants emprisonnés par milliers, des centaines ont été torturés, jugés arbitrairement par les tribunaux militaires et exécutés. Textes, chants, coutumes, pratiques vestimentaires sont appropriés par le gouvernement, visant à s'accaparer la culture Kurde, la présentant comme Turque.

Conserver, diffuser les recherches sur son art, sa littérature, son histoire, tout ce patrimoine menacé est la vocation de l'Institut Kurde de PARIS qui rassemble centre de documentation, de recherches linguistiques et sciences humaines, carrefour d'arts plastiques et musiques, éditions, formations, accueil et insertions des immigrés Kurdes.

Pour tout peuple menacé dans son intégrité et son existence même, la référence à sa culture est l'un des pôles de résistance essentiels, gage de son unité et de sa reconnaissance.

D/ DROITS DE L'HOMME

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789) :

I) "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune".

II) "Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression".

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) :

I) "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience, et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité".

III) "Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne".

XV) "Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité".

Torture, emprisonnement, exil, interdiction de libre circulation, privation des droits civiques, de propriété, des libertés de pensée et d'expression, d'association, d'éducation... telles sont les situations d'oppression des Noirs Sud-Africains ou des Kurdes, en contradiction avec les Droits de l'Homme proclamés par les Nations Unies, et avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les Etats membres de l'organisation des Nations Unies se sont engagés à assurer le respect universel et effectif des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

E/ ÉDUCATION

Extrait de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme :

XXVI) "Toute personne a droit à l'éducation, gratuite en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental".

"L'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous".

En République Sud-Africaine, 52 % des Africains en Zone Urbaine, 80 % en Zone Rurale sont analphabètes. Les entraves à l'éducation des Noirs sont un des éléments clef de la politique de l'Apartheid.

Il est quasiment impossible pour un Noir d'acquérir une formation et des connaissances au-delà d'un niveau élémentaire. Les programmes officiels consacrent l'infériorité des Noirs, méconnaissent leur histoire et leur culture.

L'instruction, gratuite pour les Blancs, est payante pour les Noirs qui doivent assurer par ailleurs le coût des manuels et de la construction de leurs écoles.

Les Kurdes représentent l'une des civilisations les plus anciennes du MOYEN-ORIENT. Paradoxalement, en TURQUIE, le mot KURDE est même banni du dictionnaire ; dans les villages du KURDISTAN de TURQUIE, il n'y a pas d'école et la population est maintenue dans l'ignorance des autorités.

L'Institut Kurde de PARIS assure chaque année à des étudiants exilés des bourses d'étude pour diverses universités d'EUROPE, formant ainsi des cadres culturels et scientifiques de haut niveau.

Au TIMOR Oriental, les écoles ont été détruites, le personnel enseignant et les élèves dispersés. Le nouveau système scolaire réinstauré par l'occupant impose la langue et les valeurs culturelles indonésiennes, réprimant et tentant d'effacer langues et traditions timoraises.

F/ FOYERS NATIONAUX

Ces parcelles déshéritées, presque inhabitables du territoire, baptisées "Homelands" ou "Bantoustans" servent à déporter les populations Africaines, dans les zones ou régions qui leur sont réservées par le régime selon leur appartenance "ethnique".

Il y règne une misère effroyable.

Ce sont davantage des bidonvilles ruraux que des zones agricoles.

La majorité de la population y est composée de femmes, enfants et vieillards.

Les conséquences de ces regroupements de population sont la malnutrition, la maladie et la mortalité très élevée.

Totalement assujettis au pouvoir blanc, les Bantoustans n'ont aucune ressource propre permettant de faire vivre leur population. Ils doivent acheter aux Blancs tout ce dont ils ont besoin, et constituent la réserve de main d'œuvre à bas prix, dans la mesure exacte des nécessités de l'économie blanche.

L'Assemblée Générale des NATIONS-UNIES a défini l'existence des Bantoustans comme "une tentative pour perpétuer la domination blanche raciste et pour déposséder le peuple noir de ses droits inaliénables".

Aucun pays au monde, hormis l'AFRIQUE DU SUD "BLANCHE" n'a reconnu l'indépendance des Bantoustans.

F/ FRETILIN

En 1974, lors de la Révolution des Oeillets à LISBONNE, le TIMOR Oriental prend conscience de l'importance de la nouvelle situation.

L'Association Sociale Démocrate de TIMOR (A.S.D.T.) publie son premier manifeste revendiquant l'indépendance.

Dans la lancée se crée le premier Comité de Défense des Travailleurs.

Une faction de la classe privilégiée fonde en même temps l'Union Démocratique de TIMOR (U.D.T.), prônant une autonomie limitée du territoire, une évolution vers l'indépendance après une période de 15 à 20 ans dans la mouvance du PORTUGAL.

Rapidement, le FRETILIN devient le plus important parti du pays : comprenant l'hostilité de l'AUSTRALIE au processus d'indépendance, et les visées de l'INDONÉSIE sur le Territoire, l'A.S.D.T. se transforme en Front Révolutionnaire pour l'Indépendance de TIMOR ; il a d'emblée l'appui des intellectuels, fonctionnaires, enseignants dans leur majorité.

Une coalition sembla pouvoir exister durant quelques mois, début 75, entre FRETILIN et UDT pour parvenir à l'indépendance. Mais l'INDONÉSIE incita l'UDT à prendre le pouvoir tout en se soumettant à sa propre politique.

Celle-ci tenta une offensive, exterminant des membres du parti adverse, s'emparant de la capitale, en Août 75. Le FRETILIN ne tarda pas à réagir, reprenant le contrôle du pays le mois suivant.

Poursuivant son objectif d'indépendance et de développement, le FRETILIN instaura un programme de création d'écoles, de services sanitaires, magasins populaires, coopératives agricoles. Le 28 Novembre 1975, il proclamait l'Indépendance du TIMOR Oriental, le 1er Décembre le gouvernement était constitué.

Le 7 Décembre, l'INDONÉSIE déclenchait son offensive d'invasion du TIMOR Oriental.

Pour résister à l'agression se sont constituées les FALINTIL (Forces Armées de Libération de TIMOR de l'Est).

Représentant à cette époque de 10 à 12.000 hommes, les FALINTIL ont été totalement restructurées après les massives opérations militaires déclenchées par les troupes indonésiennes durant les années 1977 à 80, qui causèrent des milliers de morts et la presque totale extermination des cadres et militants organisés du FRETILIN (entre 80 et 85 %).

Aujourd'hui, menant une guerre de guerilla qui impose à l'occupant un effort militaire énorme, les FALINTIL sont constitués de quatre unités militaires (soit 8 compagnies), deux détachements de compagnies irrégulières, deux compagnies autonomes et des Forces d'Auto-Défense, soit entre 1.200 et 1.500 guerilleros en permanent état de guerre et 2.400 hommes en défense des populations.

Le relief, le cloisonnement des vallées de montagne, la forêt imposent à l'occupant un effort de plus de 15.000 hommes.

Xanana GUSMAO, Commandant en Chef des FALINTIL, fut élu en Mars 1981 Président du Conseil Révolutionnaire de Résistance Nationale ; il a œuvré à la reconstitution des forces de résistance après les lourdes pertes des années 80.

L'armée Indonésienne, de par sa puissance, ne peut être défaite par les résistants Timorais, mais elle est consciente de s'enliser dans une guerre sans issue.

Le FRETILIN est à tout moment prêt à la recherche de solutions négociées pour garantir la souveraineté du TIMOR Oriental, et une solution pacifique et démocratique.

G/ GÉNOCIDE

''Il est aujourd'hui admis que les principes fondamentaux de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme créent à l'encontre des Etats des obligations à l'égard de la Communauté Internationale.

Or, il est patent que l'occupation du TIMOR Oriental par les forces indonésiennes est menée au mépris total des libertés publiques fondamentales et des droits de l'homme.

Les libertés de circulation, d'expression, d'association, les règles sur la sûreté des personnes, les droits de la défense sont totalement bafouées.

Il n'est pas un seul article de la Déclaration Universelle qui ne soit quotidiennement et systématiquement transgressé par l'INDONÉSIE au TIMOR Oriental.

Il apparaît au Tribunal que le gouvernement indonésien commet un génocide à l'encontre du peuple maubère.

Le génocide est un crime du droit des gens dont la Convention de 1948 donne la définition et dont elle organise la prévention et la répression.

Pour qu'il y ait génocide, il faut qu'il y ait actes massifs de meurtres, déportations, dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que tel.

Dans le cas du TIMOR Oriental, le Tribunal sait l'ampleur des massacres et connaît aussi l'intention d'annihiler l'identité nationale du peuple maubère. C'est celui-ci en tant que tel, qu'on veut détruire.

La conjonction des massacres physiques et de la destruction culturelle démontre, sans contestation possible, qu'il s'agit bien d'un génocide.

Le Tribunal estime que les autorités indonésiennes doivent être condamnées pour crime de génocide, après avoir été condamnées pour crime d'agression''.

Extrait de l'Arrêt sur le TIMOR Oriental du Tribunal Permanent des Peuples, lors de sa session à LISBONNE, du 19 au 21 Juin 1981.

G/ GOTONG ROYONG

Le GOTONG ROYONG est un principe d'aide mutuelle, fondement de la Société Indonésienne Traditionnelle.

Au TIMOR Oriental, il est érigé en slogan politique, et correspond dans la pratique à un travail forcé des populations Timoraises pour l'occupant, un esclavage sous surveillance, sans rémunération ni nourriture : participation forcée aux opérations militaires, travaux chez les fonctionnaires et soldats Indonésiens, constructions de paillottes, de routes, de casernes ; labours, semences dans les rizières des Indonésiens, entretien, travaux ménagers, service quotidien (eau, bois, vaisselle, linge), hommes et femmes, vieux et enfants sont mobilisés tous les jours, dans les cultures et les maisons des occupants et de leurs collaborateurs.

Mais ceci n'est pas tout. La population est forcée d'aller gratuitement pêcher poissons et crevettes dans les rivières proches pour la consommation des envahisseurs, sans pouvoir en bénéficier elle-même... et les jeunes femmes sont contraintes à la prostitution aux soldats de l'autorité occupante..

Face à cette situation, protester et contester expose à être qualifié de "communiste", "agent du FRETILIN", ce qui entraîne coups, détention, torture, prison, disparition, et jusqu'à la mort même.

G/ GRÈVES

Du 9 au 30 Août 87, l'AFRIQUE du SUD aura connu le plus important conflit minier depuis 65 ans. Cette grève aura été une partie de bras de fer entre le patronat minier et le Syndicat des Mineurs (N.U.M.)* qui a fait la démonstration de son audience (540.000 grévistes), de sa capacité de négociation et d'organisation.

Le déroulement de cette grève aura été particulièrement difficile.

Trois semaines de lutte, dix morts, trois cent cinquante blessés, quarante mille licenciés, deux puits définitivement fermés, quinze délégués syndicaux arrêtés,... mais le N.U.M. a pu tenir tête à l'industrie minière, pour la première fois dans l'histoire des luttes ouvrières en AFRIQUE du SUD.

Le Syndicalisme ouvrier, qui avait été démantelé dans les années 60, a refait surface à la suite d'une série de grèves dans la région de DURBAN en 1973. Ses activités se sont développées dans un cadre extra-légal, se renforçant au début des années 80 pour aboutir à la création en 1985 de la Confédération des Syndicats Sud-Africains (C.O.S.A.T.U.)* regroupant 36 syndicats, et aujourd'hui ayant plus d'1 million d'adhérents.

L'AFRIQUE du SUD, pays le plus industrialisé du continent, dépend de la main d'œuvre noire. Devant l'essor du mouvement syndical indépendant et non racial, certaines grandes compagnies ont préféré la négociation organisée aux grèves sauvages, et fait pression sur l'Etat pour qu'il amende la législation.

Avec le C.O.S.A.T.U., une nouvelle force politique est née : Elijah BARAYI, son premier président en a souligné les principes essentiels dans la charte fondatrice : Non racialisme, contrôle ouvrier, un syndicat par branche d'industrie, coopération nationale.

La combinaison de la crise du régime d'Apartheid et de la crise économique a accru les coups de la répression contre les syndicats (attentat à la bombe dévastant l'immeuble C.O.S.A.T.U. à JOHANNESBURG).

Mais malgré ces épreuves, le syndicalisme Sud-Africain continue son combat, crucial pour l'AFRIQUE du SUD libérée de demain.

---

* National Union of Mineworkers

* Congress Of South African Trade Unions

G/ GUSMAO

KAY RALA XANANA GUSMAO

Né en 1948 à Laleia, Manatuto, il a été à l'école à Ossú où son père était instituteur. Ensuite, il a fréquenté l'école secondaire du Séminaire Jésuite de Dare (près de Dili), comme la majorité de ceux qui l'ont fondé l'ADST-FRETILIN. Il travaille ensuite comme ouvrier du bâtiment.

Le 25 avril 1974, à la chute du régime salazariste au Portugal, Xanana GUSMAO est devenu militant du FRETILIN.

Après 1975, pendant la période d'administration de facto du territoire par le FRETILIN, il a travaillé au Département d'Information (photographe) et fut élu membre du Comité Central du mouvement. C'est lui encore qui fut chargé d'établir un rapport sur la situation à Dili après l'invasion indonésienne (les combats durèrent quatre semaines jusqu'au contrôle total de la ville et de ses abords).

Nommé secrétaire du commandement régional du secteur centre-est il a pris la direction d'un peloton des FALINTIL en 1976 et est devenu le responsable de tout ce secteur — Hacsolok — base de soutien de la résistance. Au moment des opérations "d'encerclement et anéantissement" (1977-78) Xanana était le premier responsable de tout le secteur de Ponta Leste (l'extrême point est du territoire). Vers fin 1978 pendant l'encerclement de Matebian, il commandait les guerilleros qui pendant trois mois ont résisté à l'avancée indonésienne, il fut un des rescapés.

Après la fin de l'Operasi Seroja (mars 1979) et face à la destruction de toutes les bases de la résistance, la capture de milliers de Timorais qui étaient parqués dans des camps par les Indonésiens, l'extermination de populations entières, la mort de 79 % des membres du Comité Central du

FRETILIN et près de 80 % des combattants des FALINTIL, Xanana GUSMAO et deux autres commandants — SERAKEY et MAU HUNU — vont mettre toute leur énergie à réorganiser les forces de résistance.

Pendant près de deux ans des petits groupes de résistants s'emploient à retrouver d'autres rescapés sillonnant le territoire dans tous les sens, ils reconstituent peu à peu de nouveaux réseaux de communications.

En juin 1980 un commandement National de Lutte (provisoire) fut créé et en 1981 (mars) la première conférence nationale pour la réorganisation de la lutte fut réalisé.

De cette conférence naîtra une nouvelle structure politico-administrative dénommée Conseil Révolutionnaire de Résistance Nationale (CRRN), composé des membres du Comité Central du FRETILIN, des commandants des FALINTIL et des représentants populaires de camps et villages stratégiques sous contrôle indonésien.

Xanana GUSMAO fut élu Commandant en Chef des FALINTIL et responsable de la présidence du CRRN.

Mettant à profit l'expérience accumulée au long des années de guerre et analysant leur histoire récente une nouvelle stratégie politico-militaire fut définie et d'autres tactiques et formes organisationnelles conçues pour faire face à l'armée d'occupation. La guerre de guerilla est alors adoptée.

La cohérence et adaptabilité de cette nouvelle stratégie semble avoir produit un résultat immédiat, en effet deux ans plus tard (1983) et malgré l'envergure de l'opération indonésienne déclenchée en mai 1981 (1), les forces d'occupation demandent l'ouverture de négociations avec le FRETILIN. Réunis le 21 et 23 Mars 1983, le Colonel Purwanto (commandant des forces indonésiennes) et le commandant Xanana (commandant des forces indonésiennes) et le commandant Xanana (commandant des FALINTIL) entâment des pourparlers à LARI GUTU et signent un accord de "cessez-le-feu" (2).

Face au refus de l'Indonésie d'officialiser les négociations et d'avertir l'ONU, comme le demandait la Résistance timoraise, celle-ci va réussir à faire publier à l'étranger des photos et documents rendant publiques les négociations. L'armée indonésienne, dans la personne de son commandant en chef, Général Murdani, décide la rupture des conversations, le retrait du colonel Purwanto et des compagnies militaires stationnées à Timor qui avaient eu des contacts avec les guerilleros et lance une nouvelle opération militaire (Operasi Persatuan - Unité).

Depuis cette époque, Xanana GUSMAO est devenu l'homme à abattre. Les dernières opérations militaires ont toutes eu cet objectif. Mais il est devenu aussi le symbole de la Résistance patriotique contre l'occupant, celui qui après avoir réorganisé la résistance l'a engagée dans un processus de plus en plus unitaire qui aboutira à son expression politique dans la Convergence Nationaliste (FRETILIN-UDT).

En 1987, cette évolution unitaire et nationaliste a été renforcée par des restructurations très importantes dans la résistance : — substitution du Conseil Révolutionnaire de Résistance Nationale (CRRN) par un Conseil National de la Résistance Maubère (CNRM) élargi à tous les courants d'opinions timoraises et ayant comme objectif primordial la libération du territoire des forces occupantes.

H/ HALABJA

Village du KURDISTAN de la région Nord de l'IRAK.

Le 16 Mars 1988, à 14 h 30, des mirages F1 Irakiens bombardent HABABJA ; c'est l'un des villages victimes de l'emploi des armes à l'hypérite et au cyanide, ordonné par le Président Irakien.

Saddam HUSSEIN a exploité le Cessez-le-Feu avec l'IRAN pour envoyer ses troupes et utiliser les gaz contre les Kurdes provoquant des milliers de morts civils.

La presse et les médias ont fait état de ces massacres du Printemps 1988, anéantissement de populations entières, génocide délibéré organisé par l'armée Irakienne.

A la suite de ces agressions, de nombreuses personnalités internationales ont signé, en Juin 1988, un appel pour la défense de la Culture et du peuple Kurde.

Depuis deux siècles, celui-ci lutte pour revendiquer son autonomie et faire reconnaître son territoire. Il est périodiquement victime des répressions armées en TURQUIE, IRAN, IRAK.

780 villages ont été rasés entre 1985 et 1987, plusieurs milliers de personnes déportées.

I/ INDONÉSIE

La République Indonésienne est constituée des anciennes colonies Néerlandaises des INDES Orientales : 13.000 îles et îlôts s'étendant sur 5.000 Km d'Ouest en Est et 2.000 Km du Nord au Sud, regroupant 160 millions d'habitants dont les deux tiers dans l'Ile de JAVA où se trouve la capitale DJAKARTA.

Lors de l'arrivée au pouvoir du Général SUHARTO, en 1965, le pays connut une sanglante répression ; on estime entre 500.000 et 1 million le nombre de personnes massacrées, et de 1966 à 1972, on évalue à environ 300.000 les emprisonnés sans jugement, pendant des durées qui ont pu se prolonger de 2 à 5 ans avec leur cortège de tortures, travaux forcés.

Plus de 10.000 prisonniers politiques sont en camps de concentration.

Le régime Indonésien maintient sa dictature à l'intérieur du pays la justifiant comme dans tous les systèmes totalitaires analogues, par l'argument de la sécurité publique et de la stabilité nationale.

Pour tous ceux qui sont soupçonnés de "mal penser", ce sont interpellations, interrogatoires, fichage et surveillance policière, refus d'emplois.

Les personnes suspectées sont interdites de voyages à l'étranger, de publier des articles de presse, d'assumer une fonction sociale ou culturelle.

Après leur libération de détention, qui peut avoir duré 5, 10 ou 15 ans, beaucoup d'anciens prisonniers politiques sont toujours l'objet de ces interdits, c'est à dire qu'ils sont toujours "emprisonnés" dans leur propre pays.

Depuis 1982, a été instituée une campagne de répression intitulée Nettoyage de l'Environnement, ensemble de mesures politiques et administratives constituant une menace perpétuelle qui terrorise physiquement et psychologiquement un grand nombre d'habitants du pays.

L'appareil de répression, la "Coordination pour la Consolidation de la Stabilité Nationale" est constitué de l'Armée, de la Police, des Services de Renseignement et Milices Parallèles.

Il constitue une énorme machine aux formidables moyens financiers, humains, et matériels pour faire face, dans une situation de crise économique et sociale grandissante, à l'opposition en INDONÉSIE même et au TIMOR Oriental.

J/ JUSTICE

"Ceux qui sont privés de liberté, dépouillés de leurs droits légitimes et humiliés dans leur dignité personnelle et collective ne s'arrêteront pas avant que ne soit instaurée une situation de justice équilibrée.

Nous réaffirmons notre conviction que la seule solution de nos tensions raciales réside dans l'octroi des droits pleins et entiers de l'homme et du citoyen à toutes les personnes qui vivent dans la République.

Nous prenons l'engagement de faire en sorte que l'Eglise soit vue manifester sa solidarité avec tous ceux qui œuvrent à promouvoir la dignité humaine et les aspirations légitimes des opprimés".

Conférence Episcopale Catholique
d'AFRIQUE AUSTRALIE - 1977

"Il est nécessaire de sauvegarder dans un esprit de justice, les droits du peuple Timorais, droit à la vie et à la protection contre la violence arbitraire.

Un véritable développement implique ouverture et participation ; un tel développement n'est pas poursuivi lorsque les politiques visant à engendrer la croissance économique sont mises en œuvre par la force, aux dépens des populations locales, ne bénéficiant en rien aux plus pauvres, et ne font qu'accroître la richesse des élites.

Les organisations de développement Européennes et Indonésiennes s'accordent pour reconnaître que cette stratégie, qui se fonde au TIMOR Oriental sur le déni des droits civiques et politiques, sociaux, économiques et culturelles, constitue non seulement une violation des normes internationales des Droits de l'Homme, mais aussi une négation de la conception même de développement".

Réflexion d'un Groupe International de Chrétiens
Pax Christi - Justice et Paix - 1987

K/ KOMODO

“OPERASI KOMODO”
(Opération Komodo” - Grand Lézard)

En Octobre 1974, l’“operasi Komodo” est mise en place.

Conçue par le “Commandement d’Opérations Spéciales d’Indonésie” — OPSUS, dirigé par le général Ali MOERTOPO, l’“operasi Komodo” coordonnait trois plans d’action :

— opérations de déstabilisatoin du territoire timorais

— action diplomatique

— préparation logistique et militaire pour l’invasion de Timor Oriental.

LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Déstabilisation du territoire timorais :

— Déblocage de fonds “illimités” ayant entre autres comme but l’achat du soutien de timorais.

— Mise en place à Kupang (Timor Indonésien) d’une radio qui émettait en diverses langues locales et d’où une propagande agressive contre Timor fut largement diffusée au long des années 1974-75.

— Utilisation politico-militaire du parti APODETI (Association Populaire Démocratique Timoraise).

Créé en Mai 1974, ce parti pro-indonésien, était sous contrôle direct de E.M. TOMODOK, consul indonésien à Dili.

Très minoritaire (ne représentant pas plus de 35 % de la population).

— Pressions sur l'UDT et le FRETILIN et utilisation des divergences politiques tant à l'intérieur des groupes qu'entre eux.

La coalition pour l'indépendance fondée en Janvier 1975 par l'UDT et le FRETILIN, qui de fait isolait totalement l'APODETI, devait se rompre rapidement (Mai 1975) notamment à la suite des pressions exercées par l'Indonésie sur certaines fractions de l'UDT. Le 11 Août 1975, l'UDT tentera de prendre le pouvoir.

Diplomatie et contre information :

Très vite la diplomatie indonésienne a eu l'aval pour "l'annexion" des gouvernements australien et américain. Forte de ces soutiens, la machine de propagande indonésienne s'attachera à demontrer :

1) Qu'un Timor indépendant ne serait pas un état viable économiquement et de plus constituerait une menace pour la région.

2) Que le Portugal était inapte à garantir le processus de décolonisation et qu'au sein de l'administration et de l'armée portugaise dans le territoire le pouvoir des marxistes était un danger pour l'Indonésie et d'ailleurs que l'Etat portugais considérait comme "inévitable" l'intégration du Timor Oriental dans l'Indonésie.

Préparation militaire et logistique :

— Construction d'une nouvelle route liant Kupang capital du Timor Indonésien et la frontière avec le Timor Oriental (1974).

— Envoi de commandos vers le Timor Indonésien (fin 1974) en tant qu'instructeurs militaires. En Août 1975, ces instructeurs ont été les premiers militaires à pénétrer dans le territoire timorais.

— Désignation par le Haut Commandement Militaire Indonésien (Janvier 1975) du Timor Indonésien contre zone interdite aux touristes (indonésiens et étrangers) et aux journalistes.

— Février 1975, au Sud de Sumatra, d'importantes manœuvres militaires se déroulèrent en vue de l'intervention militaire. Selon les rapports de l'agence de sûreté américaine — CIA — les plans militaires pour l'invasion étaient prêts à la fin Août 1975.

— A partir du mois de Septembre jusqu'à l'invasion le nombre d'incursions militaires et les bombardements ne cessent de s'accroître :

7 Octobre : les troupes indonésiennes prennent Batugadé, suivi le 14 par la prise de Maliana, le 16 Balido, le 24 Novembre Atabae.

Le 6 Décembre 1975, l'"Operasi Komodo" prit fin ouvrant à l'Operasi Seroja qui déclenchera l'invasion militaire du Timor Oriental le 7 décembre.

K/ KURDE

Les études actuelles sur les origines du peuple Kurde semblent confirmer sa formation à partir de l'amalgame de deux tribus, les Kyrtioï et les Mardoï, Cirtes et Mardes, que l'on peut identifier comme Scythes et Mèdes de souche arienne.

Ces deux tribus congénères, qui parlaient des dialectes médiques très rapprochés, provenaient des régions du CAUCASE et de la mer Caspienne ; elles se sont installées dans la partie Nord-Ouest de l'IRAN actuel, s'étendant ensuite vers l'Est et le Sud, entre le 9^e^ et le 6^e^ Siècles avant Jésus-Christ.

Leur extension, à partir du "Vieux KURDISTAN" au début du premier millénaire, coïncide avec le déclin de l'Empire Assyrien, la chute de NINIVE en 612, favorisant l'implantation en ANATOLIE Orientale et l'absorption de l'ancienne population autochtone.

Leur progression vers le Sud est décelable à travers l'étude des vestiges archéologiques, les productions métal et céramique entre 8^e^ et 6^e^ Siècles ; les bronzes du LURISTAN de cette période révèlent nettement cette mutation ethnique et l'évolution des pratiques culturelles.

Les Kurdes jouèrent un rôle politique important dans le MOYEN-ORIENT Ancien durant l'Empire Mède, au 7^e^ Siècle et jusqu'en 549.

Lors de l'expansion Perse, leurs tribus eurent tendance à se désunir et mener une vie indépendante dans les montagnes.

A cette époque, se définissait déjà l'ère géographique du KURDISTAN : un croissant d'environ 500.000 Km^2, s'étendant sur une zone montagneuse, depuis le golfe d'ALEXANDRETTE sur la Méditerranée Orientale, englobant d'Ouest en Est les hauts plateaux où naissent le TIGRE et l'EUPHRATE et leur bassin supérieur, se prolongeant par le Massif ARARAT et la région des lacs de VAN et OURMIA ; limité à l'Est par TABRIZ et HAMADAN, obliquant au Sud-Est en suivant la chaîne des Monts ZAGROS, il atteint, se prolongeant à l'Est de BAGDAD, les rivages du Golfe Persique.

Avec l'essor de l'ISLAM, les royaumes Kurdes connurent une période de puissance et de culture florissante.

Plusieurs dynasties, du 9e au 13e Siècles, marquèrent l'histoire de l'Empire Musulman, entre autres les Ayyoubides dont était issu le Sultan SALAH-AL-DIN, que la chrétienté connaît sous le nom de SALADIN.

Déclinant avec la venue des Mongols au 13e Siècle, l'autonomie Kurde va peu à peu se restreindre jusqu'à l'occupation turque et la dénomination Ottomane.

L'Empire de la Sublime Porte décidant de les soumettre, et de procéder à une assimilation définitive, les Kurdes luttent pendant tout le 19e Siècle pour leur indépendance.

Actuellement, ils sont plus de 20 millions vivant dans un pays partagé entre 5 états : 10 millions en TURQUIE, 4 millions en IRAK, et 7 millions en IRAN pour l'essentiel, quelques 800.000 en SYRIE, et 200.000 en U.R.S.S., dans la région de IEREVAN.

L/ LOBATO

NICOLAU LOBATO

Né à Soibada en 1945, il était l'aîné d'une famille de quatorze enfants. Son père, "mestre" Narciso, était instituteur au Collège Catholique de Soibada, la plus ancienne mission de Timor Oriental.

Après l'école secondaire au Séminaire jésuite de Dare (près de Dili) il n'a pu suivre, comme il le désirait, des cours de Droit au Portugal, n'ayant pas obtenu de bourse. Cet échec et surtout la mort soudaine de son père le forçait à abandonner toutes les études et à prendre un travail afin de venir en aide à ses frères et sœurs.

Lecteur passionné, il a participé activement aux différents débats qui ont agité Dili vers la fin des années soixante. Il était alors collaborateur à SEARA, journal catholique publié par un prêtre timorais Martintho da Costa Lopes, devenu le pôle de ces débats qui allaient marqué la recherche d'une base d'intervention culturelle et politique de l'élite timoraise.

Après la chute du régime salazariste au Portugal le 25 avril 1974, c'est du sein de ce groupe que sont sortis les fondateurs de l'ASDT-FRETILIN.

Vice-Président du FRETILIN, Nicolau LOBATO était de facto le dirigeant qui concentrait le mieux les aspirations d'indépendance des Timorais au point de devenir le symbole même du jeune nationalisme timorais.

Si son rôle fut important dans l'aire socio-économique (mobilisation et aide dans la formation des premières coopératives agricoles et de consommateurs), il fut essentiel sur le terrain politico militaire.

Défendre et organiser les populations qui avaient fui les villes (Dili, Baukau) occupées par l'armée indonésienne fut la première tâche du FRETILIN.

La vaste campagne que l'armée indonésienne déclenchait en 1977 "d'encerclement et d'extermination" (la 3^{e} phase de l'opération SEROJA) fut en quelque sorte la deuxième invasion de Timor Oriental. Pendant 18 mois (Septembre 1977 à Mars 1979) la population timoraise subit des constants bombardements aériens et navals, 30 000 soldats indonésiens opèrent, rasant les villages, brûlant les cultures, tuant et volant les animaux.

Détruire la résistance, par l'extermination de ses membres, et forcer les populations à se rendre, étaient les deux objectifs de l'armée indonésienne. Le résultat de cette opération : 100.000 à 150.000 morts, le territoire détruit, la famine partout.

Le 31 Décembre 1978, Nicolau LOBATO et quelques dizaines de combattants timorais ont été encerclés près de Maubisse (50 km du sud de Dili) par près de 2.500 soldats indonésiens commandés par le Lt PRABOWO (aujourd'hui chef des armées à Timor Oriental). Blessé à la jambe, il résistera pendant 10 heures et trouvera la mort comme la plupart de ses compagnons.

Son corps fut exibé par les militaires indonésiens devant la Presse. Pour eux, la Résistance timoraise était détruite.

L/ LOI

Extraits de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 :

VI) "La loi est l'expression de la volonté générale ; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous.

Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leur capacité".

Extraits de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 :

II) "Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, d'origine régionale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation".

VII) "Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente déclaration, et contre toute provocation à une telle discrimination".

L/ LURISTAN

Le LURISTAN, dans la partie Sud du KURDISTAN, forme le massif central des monts ZAGROS, bordure occidentale du Plateau Iranien

Des plissements parallèles y délimitent des vallées étroites et profondes le long desquelles courent les voies d'accès.

Elamites, Kassites, Iraniens s'y succédèrent du 3^{e} au 1er millénaires, établissant de puissantes civilisations en liaison avec SUMER, AKKAD, BABYLONE.

Les Mèdes, les Cimmériens et les Scythes s'y implantèrent du 9^{e} au 6^{e} Siècles avant Jésus-Christ.

Le LURISTAN est particulièrement renommé pour la qualité des bronzes que l'on a pu mettre à jour, datés depuis le bronze ancien du 3^{e} millénaire jusqu'à l'âge du Fer III des 8^{e} - 6^{e} Siècles ; ces deux périodes extrêmes étant les plus riches.

Les prospections ont permis de diviser la production en périodes distinctes, caractérisées par la forme des tombes, la fabrication céramique, et des objets de métal bien typés.

L'époque la plus originale et la plus diversifiée est la période finale, Fer III, du 9^{e} au 6^{e} Siècle : objets de parure (bagues, bracelets, épingles, anneaux), vaisselle (coupes, vases aux formes variées, gobelets somptueusement décorés), armes (haches, carquois, boucliers, massues), statuettes et enseignes rituelles, pièces de harnachement (plaques de mors, grelots, anneaux de brides), ces pièces de bronze ont été trouvées principalement dans des tombes de la région du PUSHT-I-KUH, à l'Ouest de la rivière Saïmarrah.

Le décor consiste en thèmes d'animaux affrontés de manière héraldique, mouflons ou chevaux ailés, lions dressés, oiseaux, monstres androcéphales, révélant un sens profond du rythme, de l'élégance des lignes et des formes, des rapports pleins-vides, de la finesse de l'ornementation.

M/ MAHABAD

La République de MAHABAD représenta, de Janvier 1946 à Mars 1947, une tentative et un espoir de créer ce qui aurait pu être le début d'une identité politique.

En 1941, l'IRAN est envahi par les armées russes et britanniques.

L'armée persane capitule, les Russes occupent l'AZERBAIDJAN Iranien, les Anglais la région de KERMANCHAH, dans les monts ZAGROS.

Entre deux, les Kurdes se dégagent progressivement de l'emprise du gouvernement iranien. Dans la ville de MAHABAD naît le Mouvement National Kurde.

Le "Komala i Zhiani Kurdistan" (Comité pour la résurrection du KURDISTAN) étend son influence en IRAN, IRAK, TURQUIE.

En 1944, des délégués Kurdes des trois pays signent un pacte en vue de la création d'un grand KURDISTAN.

Au mois d'Octobre, le Komala sort de la clandestinité.

En 1945, le drapeau flotte sur les bâtiments officiels de MAHABAD et le 22 Janvier 1946 est proclamée la Première République Autonome Kurde. Qazi MOHAMMED est élu président.

Bien qu'éphémère, cette république atteint des buts importants : décrets administratifs, mesures sociales, terre cadastrée, langue Kurde officielle, impression de livres et revues en Kurde, hymne national...

Mais les grandes puissances vont aider l'IRAN à détruire la jeune République. Le 31 Mars 1947, après une résistance courageuse, le pays est réoccupé, Qazi MOHAMMED et d'autres dirigeants sont pendus à MOHAMMED et d'autres dirigeants sont pendus à MAHABAD même, la République tombe, l'imprimerie est démolie, les livres brûlés, l'enseignement en kurde interdit, les militants emprisonnés, exécutés.

Cependant, la région de MAHABAD reste particulièrement sensible aux tentatives de résistance politique, militaire et culturelle.

N/ Nelson MANDELA

Nelson MANDELA, dirigeant de l'A.N.C. (Congrès National Africain) fut arrêté après le massacre de SHARPEVILLE en 1960.

Il est emprisonné à vie en 1964.

La minorité blanche Sud-Africaine s'est dotée d'un arsenal des lois totalitaires, répressives et iniques pour étouffer toute opposition. La police détient des pouvoirs presque illimités d'arrestation et de détention.

Nelson MANDELA jouit d'un prestige international : il est le symbole de la résistance à l'Apartheid.

Des manifestations de solidarité ont lieu dans le monde entier pour soutenir son combat.

La campagne pour sa libération a été relancée à DURBAN à la fin de 1985.

Déjà hospitalisé et opéré en 1986, Nelson MANDELA, souffrant de tuberculose, est à nouveau transféré en clinique en Août 1988.

A 70 ans passés, il est toujours aussi déterminé à la lutte contre le pouvoir blanc.

Il est actuellement en résidence surveillée.

Mais cette résidence est une maison à l'intérieur d'une prison et toutes les règles carcérales y sont appliquées : il est toujours prisonnier au sens strict du terme.

M/ MATEBIAN

Situé au centre est du territoire timorais, la montagne de Matebian élève ses 2400 mètres.

"Mate Bian", "esprits des aïeux", là où depuis toujours les ancêtres veillent.

C'est là aussi après le déclenchement de la troisième phase des opérations militaires indonésiennes "encerclement et anéantissement" que près de 30.000 Timorais se réfugièrent.

En Septembre 1978, 16 bataillons indonésiens sont engagés dans l'opération d'encerclement de la zone de Matebian. Près de 140.000 Timorais s'y trouvent. Face à l'avancée de l'armée indonésienne, la direction du FRETILIN organise le retrait des populations vers d'autres zones plus protégées. De ce large groupe, près de 30.000 personnes se dirigent vers le pied de la montagne de Matebian, "base de soutien" de la résistance et où des réserves alimentaires avaient été accumulées depuis des mois.

Un autre groupe de près de 60.000 personnes se dirigea vers les plaines de Natarboro, essayant de traverser le front militaire indonésien.

Pendant ces mouvements sous des bombardements intensifs des milliers de Timorais seront tués ou capturés.

"Le 23 Novembre 1978, dans les montagnes de Uadaboro — chaîne de Matebian — 500 personnes ont été tuées à la mitraillette, même des femmes enceintes, des enfants de tout âge, adultes et vieux qui s'étaient rendus aux Indonésiens, confiants en leur propagande, croyant qu'ils étaient là pour aider le peuple de Timor et pour son dévouement".

"La même chose devait arriver à Taipo où 300 personnes sont tuées dans les mêmes circonstances".

Ce fut cet enfer de destruction que les assiégés de Matebian ont vécu pendant près de trois mois (septembre-novembre). La forte pression des bataillons indonésiens, les bombardements, le napalm, les avions de chasse, les hélicoptères munies de mitrailleuses lourdes ont eu raison de la barrière défensive des résistants, armées de fusils, fusils-mitraillettes et d'armement traditionnel, zarabatane, épées.

Une fois brisées les défenses avancées, résistants et population commencent à gravir la montagne.

Une partie de la population sera capturée dans ce mouvement de recul.

D'autres se rendront aux troupes indonésiennes comme leur demandaient les dirigeants du FRETILIN. Ceux-ci conscients de la fin et de la mort qui les attendait espéraient ainsi en préserver les populations. Se rendre était une dernière chance de survie, souvent tel ne fut pas leur sort.

Un troisième groupe décide de suivre les résistants et continuent l'ascension.

Fatigués sans nourriture, sans espoir d'échapper à la mort, les résistants de Matebian mèneront en groupe un dernier combat d'envergure le 22 novembre 1978.

Avec la chute de Matebian, la Résistance timoraise perd alors son dernier bastion.

Dans cette dernière phase d'extermination l'armée indonésienne avait perdu 5 bataillons (entre 4 à 4500 soldats).

Très peu de Timorais ont survécu à la chasse menée par la suite pour le contrôle total de Matebian (chasse qui se prolongera jusqu'en Mars 1989).

M/ MÉTALLURGIE

Parmi les grands centres miniers, foyers des plus anciennes civilisations qui ont conditionné l'essor et l'expansion des Empires de l'Ancien Monde, on doit mentionner prioritairement l'OCCIDENT BARBARE, l'AFRIQUE DU NORD, le CAUCASE et la Région ARMÉNIE-KURDISTAN, l'OCÉAN INDIEN, le pourtour IRANIEN.

Partie intégrée d'un de ces ensembles, le Nord du KURDISTAN représente l'une des principales régions de production métallurgique, abondante est diversifiée (or, argent, cuivre, fer) et vit naître très tôt dans l'histoire du MOYEN-ORIENT des centres manufacturiers prospères d'un grand rayonnement.

MOSSOUL s'affirme à l'époque Sassanide, aux IV^{e} et V^{e} siècles, comme l'un des pôles de travail du fer et du cuivre entre Orient et Occident.

Les gisements de fer sont importants dans les montagnes du TAURUS ORIENTAL, près de DIYARBAKIR, dans le VASPOURAGAN autour du lac de VAN et au Nord de MOSSOUL.

A MOSSOUL, étaient fabriqués des vases, des couteaux, pointes de flèches, cottes de mailles, chaînes, outils divers. Fondu en lingots ou travaillé dans les vallées, le fer était ensuite acheminé par radeaux sur le TIGRE à BAGDAD, BASRA en BASSE-MÉSOPOTAMIE et de là vers l'OCÉAN INDIEN par le GOLFE PERSIQUE.

Le minerai de cuivre abondait aussi dans tout l'arc montagneux du Haut Bassin de l'EUPHRATE et du TIGRE, englobant la Région Turque du KURDISTAN et le pourtour du Lac l'OURMIA ; un grand marché de chaudronnerie s'y développa.

L'industrie se répandit jusqu'à MOSSOUL et DAMAS. MOSSOUL fut l'un des lieux où se perfectionna l'art du cuivre estampé, repoussé, ciselé, incrusté.

Les techniques de façonnage et de décor, héritées de la PERSE SASSANIDE, en plein épanouissement durant l'expansion musulmane des VII^e et VIII^e siècles, passèrent dans le Bassin Méditerranéen, les conquêtes islamiques favorisant leur propagation par la jonction qu'elles opéraient entre les Empires Perse et Byzantin.

N/ NAMIBIE

Au Nord-Ouest de l'AFRIQUE DU SUD, elle représente un territoire de 825.000 Km^2, désertique dans sa majeure partie, peuplé à 90 % de tribus africaines et de 10 % de Blancs.

Colonie allemande à la fin du 19e siècle, elle est gérée, après la Première Guerre Mondiale par l'ANGLETERRE, puis par l'Union Sud-Africaine, qui l'annexe en 1949, y instaurant le même régime d'Apartheid qu'en République d'AFRIQUE DU SUD.

Le mandat lui ayant été retiré par l'O.N.U. en Octobre 1966, l'AFRIQUE DU SUD a toujours refusé l'indépendance du territoire Namibien.

Depuis 20 ans, une lutte armée est engagée avec la S.W.A.P.O. (Organisation Populaire du Sud-Ouest Africain, seule considérée comme représentative de la NAMIBIE par l'O.N.U.), celle-ci étant elle-même appuyée par l'ANGOLA, avec le soutien de tous les pays de la ligne de Front.

La NAMIBIE, outre la fonction de glacis stratégique qu'elle représente pour l'AFRIQUE DU SUD, contient des réserves minières importantes en Zinc, Cuivre, Uranium (4e exportateur mondial), Argent, Cadmium, Etain, Diamants.

En Septembre 1988, des pourparlers entre l'AFRIQUE DU SUD, CUBA, l'ANGOLA, et les ÉTATS-UNIS laissent espérer une issue du conflit, une reconnaissance de l'indépendance du pays par l'application de la résolution 435 de l'O.N.U., et l'organisation d'élections libres.

N/ NATION

Le terme de nation inclus l'ensemble des personnes vivant dans un même territoire et ayant une communauté d'origine, d'histoire, de mœurs, de langue.

L'idée de nation s'est affirmée au 18ᵉ Siècle comme le regroupement des hommes désirant vivre, de leur propre consentement, sous une loi et une structure étatique commune.

L'Encyclopédie définit le Principe de Nationalité comme indépendance de tout groupe social ayant une origine, une histoire, des modes de vie et de pensée communs, dès lors qu'il occupe un territoire déterminé ; ce principe proclamé de fait par la Révolution Française, est à l'origine du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Qu'elle soit petite ou grande, chaque nation a le droit légitime de se fonder en tant qu'Etat, et son importance quantitative ne doit pas servir de critère de légitimité à son existence reconnue.

Le principe contraire cautionnerait la suppression physique, culturelle, économique des petites nations par les grandes puissances. Or il existe dans le monde une trentaine de pays indépendants, membres de l'O.N.U., de moindre importance que le TIMOR Oriental ; mentionnons pour mémoire le CAP VERT, les COMORES, les EMIRATS ARABES, la GAMBIE,... et plus proche de nous, MALTE, l'ISLANDE, et notre voisin le LUXEMBOURG.

TIMOR Oriental est une entité économique viable. Le pays produit riz, blé, légumes, fruits, viandes, poisson, toute la nourriture de base nécessaire à sa subsistance. Riche en bois exotiques, en produits miniers (Cuivre, Or, Manganèse), c'est aussi une région où le pétrole et le gaz naturel sont abondants, tant dans son sol que sous le littoral marin proche.

Le peuple Timorais à sa langue commune propre, le Tétum, qui se distingue du Bahasa Indonésien, il a sa culture et son histoire, qui de par sa situation durant 5 siècles de colonie portugaise, le différencie de l'INDONÉSIE voisine, ancienne colonie Hollandaise. Il est de religion animiste et chrétienne.

Reconnaître la diversité des nations et des cultures, leur donner les moyens d'exister, de s'exprimer, c'est enrichir la communauté internationale, et agir pour la conservation du patrimoine humain planétaire. Tout comportement contraire est un appauvrissement de tous, une politique à court vue, qui généralement pour des raisons stratégiques et économiques immédiates détruit, parfois irrémédiablement des trésors de ressources en humanité.

N/ NEWROZ

C'est la fête la plus célèbre des Kurdes, c'est le Nouvel An Kurde. NEWROZ signifie le Nouveau Jour. On le célèbre clandestinement, le 21 Mars, dans les montagnes. Des feux, symboles de vie, de renouveau, mais aussi de révolution, brillent sur les sommets, regroupant les habitants pour les chants, les danses, les récits de poèmes évoquant les mythes et traditions, comme les luttes pour l'indépendance.

NEWROZ rappelle l'histoire du roi ZOAK.

Ce roi tomba malade et sur chaque épaule lui poussa un serpent qui menaçait de dévorer son cerveau. ZOAK appela un médecin qui lui recommanda de livrer chaque jour aux deux serpents le cerveau d'un adolescent. Les ministres du roi capturaient régulièrement pour leur souverain les jeunes gens du pays.

Les Kurdes qui s'étaient retranchés dans les montagnes pour se dérober à ces monstres décidèrent de se révolter. L'un d'eux, le forgeron KAWA exhorta ses compagnons à l'insurrection, leur donnant le signal suivant : "Lorsque vous verrez brûler un feu sur chaque sommet des montagnes du KURDISTAN, alors vous saurez que le moment est venu, révoltez-vous tous ensemble !".

C'est ce qu'ils firent. KAWA et ses compagnons tuèrent le roi ZOAK et ses ministres, libérèrent le pays de l'oppression et baptisèrent NEWROZ ce premier jour de liberté.

Cette fête a, avant tout une signification politique pour le peuple Kurde, et les autorités ne s'y sont pas trompées, qui l'interdisent et en redoutent les conséquences chaque année ; au point que l'Etat Irakien a tenté de masquer cette fête en lui donnant un autre nom et en s'efforçant d'en changer le sens.

O/ OPPOSITION

L'opposition à l'Apartheid s'exprime non seulement dans la population noire mais aussi parmi les blancs, où divers mouvements évoluent peu à peu vers une prise de conscience des dangers à long terme d'une intransigeance extrême.

— L'A.N.C. (African National Congrès) est un mouvement de libération fondé en 1912, regroupant un large éventail d'opinions.

Il a établi en 1955 la "Charte de la Liberté", programme de base pour une constitution démocratique post-Apartheid, non raciale.

— L'U.D.F. (Front Démocratique Uni), né en 1983, est aujourd'hui l'organisation démocratique de masse la plus importante.

Elle regroupe de nombreuses associations et organisations politiques, syndicales, humanitaires, religieuses pour une AFRIQUE DU SUD non raciale et unitaire.

— La Conscience Noire, le P.A.C. : Congrès Pan Africain, le S.A.C.P. : Parti Communiste d'AFRIQUE DU SUD constituent, quoique minoritaires, des forces appréciables de l'opposition politique noire.

— D'autres organisations : Institut pour une Alternative Démocratique (I.D.A.S.A.), Comité d'Action Démocratique de JOHANNESBURG (J.O.D.A.C.), Congrès des Ecrivains (C.O.S.A.W.), Regroupement d'Industriels (C.B.M.), Organisation des Objecteurs au Service Militaire (C.O.S.W.A.R.),... expriment cette grave crise de confiance d'une partie de la minorité blanche vis à vis du gouvernement, qui ne le croit pas capable d'assurer un avenir stable et prospère au pays, et qui est prête à envisager un futur non racial pour l'AFRIQUE DU SUD.

Toute cette opposition au régime actuel, dans la diversité de ses tendances, œuvre et lutte pour l'instauration d'une nouvelle organisation du pays sur la base d'un système démocratique et non racial.

P/ PESHMERGAS

Ce sont les combattants Kurdes occupant les régions montagneuses à la frontière Irano Irakienne. Littéralement : "Ceux qui sont devant la mort".

En conflit avec leurs gouvernements respectifs, ils ont bénéficié pendant plusieurs années d'un système d'alliances où chaque Etat (IRAN et IRAK) portait aide aux opposants de l'autre.

En IRAK, les populations Kurdes soutiennent l'organisation militaire et les jeunes vont régulièrement rejoindre les rangs des Peshmergas plutôt que d'aller combattre dans l'armée régulière.

Ils sont plusieurs dizaines de milliers à tenir les villages "libérés" et à harceler les forces gouvernementales.

En IRAN, ils furent persécutés par la police du chah, puis par l'armée de KHOMEINY dès 1979. Avec l'appui de la population, 200.000 Peshmergas contrôlent villages et montagnes, l'armée Iranienne se cantonnant dans les villes et sur les axes routiers.

L'Union Patriotique du KURDISTAN (U.P.K.), le Parti Démocratique du KURDISTAN (P.D.K.) en Irak, le Parti Démocratique du KURDISTAN Iranien (P.D.K.I.) tendent, après une période de rivalités, à former un front uni et solidaire dont se rapprochent aussi les organisations Kurdes de TURQUIE.

Concrétisation politique de la lutte de résistance populaire, ces partis expriment son aspiration et ses revendications pour une large autonomie ou une possibilité d'autodétermination.

P/ PORTUGAL

Bien avant l'arrivée des Portugais (début du 16^{e} siècle) l'île de Timor était déjà renommée pour sa richesse en bois de santal et particulièrement le santal blanc. Marchands arabes et chinois en trouvaient à Timor le meilleur approvisionnement et cherchaient à en obtenir le monopole commercial.

Mais les Portugais, lorsqu'ils eurent conquis Malacca en 1511 ouvrant ainsi les chemins maritimes vers toutes les îles de la mer de Sonde, contrôlèrent peu à peu le commerce des épices et le fameux bois de santal qu'ils transportèrent vers Malacca et Macau où il était vendu aux commerçants chinois.

Si la découverte de l'île de Timor par les Portugais remonte à 1511 et a été suivie de rapports commerciaux intenses pendant tout le 17^{e} siècle, la consolidation du pouvoir portugais sur l'île ne date que du 18^{e} siècle. Jusqu'à cette époque ce sont les missionnaires, particulièrement des Dominicains qui représentent la Couronne portugaise et détiennent le pouvoir spirituel et temporel. Bien qu'ils n'aient alors pour mission essentielle que d'évangéliser les indigènes, ce seront eux cependant qui lanceront les bases d'une colonisation des îles et prendront la défense de la Couronne contre la présence hollandaise qui depuis le début du 17^{e} siècle combattait la prédominance portugaise dans cette région.

De cette époque date le véritable établissement du pouvoir portugais dans l'île de Timor. En 1640, 22 églises témoignent de l'effort d'évangélisation entrepris par les missionnaires qui essayent aussi de gagner à la cause portugaise les divers Liurais (Rois) des différents royaumes contre l'expansion hollandaise. En 1651, malgré tous ses efforts la forteresse de Koepang tombe aux mains des Hollandais.

A partir de cette période l'île de Timor va être le lieu d'affrontements entre les deux puissances colonisatrices qui se jouent des Timorais eux-mêmes afin de mieux asseoir leur propre pouvoir sur l'île.

Cette confrontation va durer près de trois siècles (1) trois siècles qui furent aussi ceux d'une lutte permanente que les Timorais (souvent un seul royaume, parfois divers royaumes) mèneront contre les colonisateurs afin de défendre leur autonomie menacée.

"Timor fut la dernière de toutes les colonies portugaises à être complètement pacifiée" écrivait l'historien portugais Artur de Sa. En effet, le contrôle total du territoire par le Portugal ne sera effectif qu'en 1912 après 17 ans de "campagnes de pacification" dirigées par le gouverneur Celestino da Silva (1894-1908) et ses successeurs.

Connu par les Timorais sous le nom de "Guerre de Manufahi" la pacification portugaise signe la fin de l'autonomie politique des Timorais et l'exercice du pouvoir portugais sur tout le territoire.

Or, c'est ce pouvoir que le Portugal mettra en cause après la révolution du 25 Avril 1974.

Légitimant en septembre 1974 le droit à l'autodétermination et l'indépendance des colonies, l'Etat portugais engage un processus de décolonisation qui va aboutir partout sauf à Timor où il sera bloqué par l'occupation militaire indonésienne.

---

(1) Le traité luso hollandais qui règle la délimitation de la frontière entre Timor portugais et hollandais fut signé en 1904. A cette occasion, la population de Oe-Cussi a choisi de rester sous l'autorité portugaise.

Reconnu par l'ONU comme ''puissance administrante'' du territoire le Portugal stipule dans sa constitution de 1976 que l'Etat doit accomplir ''tous les actes nécessaires'' pour faire valoir le droit à l'autodétermination du peuple timorais.

Or, ces années d'occupation indonésienne ont montré la carence des actes des autorités portugaises. Après le ''presque'' silence des premières années d'occupation l'Etat portugais semble actuellement vouloir, et ceci depuis 1986, donner une dimension internationale au grave problème que représente l'occupation de Timor.

Sa responsabilité en tant que ''puissance administrante'' est pleinement engagée, il se doit d'en appeler aux Etats et à la communauté internationale afin qu'ils œuvrent aussi pour que cesse, en violation des règles du droit international, l'occupation militaire de Timor et le danger qui pèse sur les Timorais.

Il s'agit du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de n'en ignorer pas un dans ce péril, de rendre justice aux milliers de victimes et de soutenir cette résistance inouïe.

Q/ QWAQWA

Situé à la frontière Nord du Lesotho, entre les états d'Orange et Natal, le plus petit des homelands illustre parfaitement le caractère artificiel de la configuration de ces territoires (certains sont éclatés en cinq, six, huit parcelles), déterminée uniquement en fonction de la fixation des populations africaines décidée par le pouvoir blanc.

Le QWAQWA est l'un des six bantoustans dits "autonomes". Les quatre autres ayant été proclamés Indépendants par le gouvernement Sud-Africain entre 1976 et 1981 (Transkei, Ciskei, Venda, Bophuthatswana), ce qui signifie qu'il supprime à leurs habitants la citoyenneté Sud-Africaine. Les populations des bantoustans autonomes refusent cette indépendance factice.

Le QWAQWA, comme chaque bantoustan, est censé correspondre à une tribu dont il est le lieu de regroupement imposé, tout noir étant d'office rattaché dès sa naissance, sur une référence pseudo-ethnique et tribale, à l'un ou l'autre de ces territoires.

Ainsi la minorité blanche divise-t'elle la majorité noire, tout en la tenant indirectement sous la coupe de chefs et d'administrations fantoches corrompus, appuyés par police et milices para-militaires.

Le gouvernement local utilise des "vigilantes", groupes recrutés parmi des chômeurs, migrants, voire gangs organisés, pour réprimer les actions, boycotts, manifestations des mouvements proches de l'U.D.F. et de l'A.N.C.

R/ RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

Etat fédéral, elle occupe l'extrémité méridionale de l'AFRIQUE, regroupant les anciennes colonies du CAP, du NATAL, de l'ORANGE et du TRANSVAAL.

C'est un vaste plateau intérieur, chaud et steppique, relevé à l'Est par une chaîne montagneuse. Le littoral, désertique à l'Ouest, est de type méditerranéen au Sud, et abondamment arrosé à l'Est.

Les Hollandais y fondèrent leurs premières colonies aux 15 et 16e Siècles, ayant eux-mêmes été précédés sur la côte orientale par les Arabes.

Leurs premiers établissements servent aux escales des navires de la Compagnie Néerlandaise des Indes Orientales.

L'AFRIQUE DU SUD, lors des premiers contacts Européens, était déjà peuplée par les Bochimans et les Bantous depuis de nombreux siècles ; du CAP au MOZAMBIQUE, de la NAMIBIE au ZIMBABWE, de puissants royaumes s'y développaient.

Les Anglais s'implantèrent, à leur tour, aux 17e - 18e siècles.

Les deux Communautés, Hollandaise et Anglaise, cohabitèrent sans heurts, les Boers Hollandais gagnant progressivement l'intérieur des terres où ils s'affrontèrent aux tribus Bochimans et Bantous.

La guerre des Boers, de 1899 à 1902, entre Hollandais et Britanniques, se termina par la victoire de ceux-ci ; en 1910, l'Union Sud-Africaine devenait membre du COMMONWEALTH.

La République Indépendante d'AFRIQUE DU SUD a été proclamée en 1961. Elle est très riche en ressources minières : 1er rang mondial pour l'Or, 3^{e} pour l'Uranium, 5^{e} pour le Charbon... elle fournit 85 % de la production mondiale de Platine et détient 90 % des réserves de Chrome.

Produisant de nombreuses cultures d'exportations, elle a une industrie diversifiée et prospère grâce à l'appui des capitaux étrangers, et à l'exploitation qui est faite de la main d'œuvre africaine.

La RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD est le pays le plus puissant de la région australe de l'AFRIQUE, où elle tend à imposer sa domination économique à tous ses voisins directs.

R/ RÉSOLUTION

I) Résolution des NATIONS-UNIES sur le TIMOR Oriental

II) Résolution du Parlement Européen sur le TIMOR Oriental

I) Le 11 Décembre 1975, la Quatrième Commission de l'Assemblée Générale des NATIONS-UNIES adopta une résolution demandant à tous les pays de respecter le droit du TIMOR Oriental à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance.

Quatre jours auparavant, avait débuté l'invasion du pays par l'INDONÉSIE.

La Commission déplorait l'intervention militaire Indonésienne, appelait tous les pays à respecter l'intégralité et l'unité territoriale de TIMOR Oriental.

Cette résolution fut adoptée par 69 voix contre 11, avec 38 abstentions ; parmi celles-ci, les U.S.A., la GRANDE-BRETAGNE, la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, et la FRANCE.

C'était la première victoire diplomatique du TIMOR Oriental.

Au cours du débat, plusieurs délégations de pays Africains et d'autres pays du Tiers-Monde, ainsi que celle de CHINE Populaire condamnèrent l'invasion.

II) "La Commission Politique du Parlement Européen considère l'occupation et l'annexion illégale du TIMOR Oriental, le génocide de 200.000 Timorais, les graves atteintes aux droits de l'Homme, à l'identité culturelle de la population.

Elle constate la résistance soutenue par l'écrasante majorité du peuple Timorais, souligne que cette occupation a été condamnée par l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité des NATIONS-UNIES, par la Conférence des Pays Non-Alignés, par l'Union Interparlementaire et de nombreuses Organisations Internationales Politiques.

Elle condamne l'occupation du TIMOR Oriental, défend son droit à sauvegarder, développer et affirmer son identité culturelle, linguistique et religieuse, découlant de son histoire propre.

Elle réprouve la politique Indonésienne et les violations des Droits de l'Homme et engage le gouvernement Indonésien à permettre la libre circulation des personnes, la pénétration des Organisations Humanitaires, la mise en œuvre d'un processus d'autodétermination sous la garantie du PORTUGAL et avec l'appui diplomatique de la Coopération Politique Européenne''.

Cette résolution est votée vers le 10 Mars 1988 par 164 voix pour, 12 contre, et 15 abstentions.

S/ SALADIN

SALAH-AL-DIN YUSUF, né en 1138 à Takrit, en MÉSOPOTAMIE, est le premier sultan d'origine Kurde, fondateur de la dynastie Ayyübide.

Les croisés, profitant du déclin de la puissance Fatimide, tentèrent en 1169 d'envahir l'ÉGYPTE, mais furent battus par l'armée du prince Kurde NOURREDINE d'ALEP.

Son neveu SALADIN, gouverneur d'ÉGYPTE, devait deux ans après la victoire des Kurdes sur les Croisés, se proclamer Sultan, en 1171.

Il fit la guerre sainte contre les Croisés et s'empara de JÉRUSALEM en 1187. Il mourut en 1193.

De tous les musulmans qui combattirent les Croisés, SALADIN est celui dont la réputation auprès d'eux fut la plus flatteuse.

Dépourvu de fanatisme, il se conduisait de façon chevaleresque ; esprit ouvert, de grande culture, il s'efforça de rendre à l'ISLAM sa grandeur et de recréer l'unité politique.

Nommé gouverneur d'ÉGYPTE, il regroupa progressivement sous son autorité la SYRIE, une partie de l'IRAK, jusqu'au pays KURDE.

Il réussit presque à rejeter les Croisés à la mer. La prise de JÉRUSALEM provoqua la Troisième Croisade où s'unirent Philippe AUGUSTE, Richard COEUR DE LION et Frédéric 1^{er} de HOHENSTAUFFEN.

Sa défaite à AKKO en 1192 le força au Traité de Paix et à transférer sa capitale à DAMAS où il mourut l'année suivante.

S/ SEROJA

L'opération "SEROJA" désigne l'invasion armée du TIMOR Oriental par l'Indonésie, le 7 Décembre 1975, qui se développera jusqu'au 26 Mars 1979.

Déclenchée à 4 h 30 par la prise de DILI, la Capitale, après un bombardement de 6 navires de guerre, et de plusieurs douzaines d'avions, l'opération devait, selon le commandement Indonésien, durer quelques heures.

Il fallut près d'un an pour contrôler les villes et la région littorale du pays.

Les grandes puissances voisines étaient informées des intentions du gouvernement Indonésien : l'AUSTRALIE évacua plusieurs jours auparavant ses ressortissants, NOUVELLE-ZÉLANDE, PORTUGAL, U.S.A. furent avisés des événements qui se préparaient.

Trois destroyers américains appuyaient l'opération du blocus et quelques jours plus tard le Congrès Américain était sollicité pour doubler l'aide militaire à l'INDONÉSIE.

Déferlèrent sur le pays les escadrilles aériennes, trois mille parachutistes, dix mille hommes de l'armée de terre Indonésienne équipés des armements les plus "performants".

A DILI, où une grande partie de la population avait fui dans les montagnes, l'armée Indonésienne tire sans discrimination, tuant hommes, femmes, enfants, abattus dans les rues et les maisons. Ce jour là, devaient mourir Roger EAST, journaliste Australien, qui avait refusé l'évacuation, et qui constituait un témoin intolérable pour les troupes indonésiennes ; furent tués aussi le Commandant CARMO, vice-chef des forces du FRETILIN, et le poète Francisco BORJA DA COSTA, auteur de textes et chants populaires, expression de l'identité culturelle Timoraise.

Pendant des mois, la violence se déchaîna, mobilisant 42.000 militaires Indonésiens, utilisant les bombardements au napalm sur les villages et les cultures, les armes chimiques et biologiques. Contrée par un peuple résolu à défendre sa liberté, affectée par de lourdes pertes, l'INDONÉSIE intensifia la guerre ; massacre des populations, atrocités des tortures, pillages,... au total près de 100.000 morts, soit environ le dixième de la population Timoraise.

S/ SÈVRES

Après la Première Guerre Mondiale et la chute de l'Empire Turc, le sort du Moyen-Orient fit l'objet de discussions et négociations au sein de la Société des Nations, aboutissant au Traité de SÈVRES.

Signé le 10 Août 1920, entre les alliés et le gouvernement Turc, il semblait devoir réaliser en partie les aspirations de nationalistes Kurdes puisqu'il stipulait l'accord d'une autonomie locale aux régions où dominait l'élément Kurde, se référant aux propositions du Président Wilson et au Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le KURDISTAN OTTOMAN devait devenir un état national.

L'article 62 précisait entre autre qu'une commission préparerait, dans les six mois à dater de la mise en vigueur du Traité, l'autonomie locale pour les régions à majorité Kurde.

Mais ce traité ne fut jamais appliqué.

De fait, les intérêts stratégiques et économiques des grandes puissances primèrent, là encore, le Droit des Peuples ; le 13 Novembre 1922, s'ouvrait la conférence de LAUSANNE, dont l'objectif était la modification du Traité de SÈVRES.

Elle aboutit au démantèlement du KURDISTAN.

La TURQUIE en conservait une grande partie, Mustapha KEMAL s'opposant farouchement à l'indépendante Kurde.

Les Anglais désireux de s'approprier le contrôle du pétrole de la région de MOSSOUL, la détachèrent de la TURQUIE pour l'adjoindre à l'IRAK sur lequel elle avait un mandat.

La France, en tant que puissance mandataire en SYRIE, y intégra trois zones de peuplement Kurde.

Enfin, appuyée par les Anglais, la PERSE obtint le rattachement des régions pétrolifères kurdes, à l'Ouest du plateau Iranien.

Ainsi, d'une séparation sur deux états depuis le 16^{e} siècle le peuple Kurde se trouvait écartelé entre quatre états, auxquels il faut adjoindre les communautés Kurdes implantées en UNION SOVIÉTIQUE, en ARMÉNIE et AZERBAÏDJAN.

S/ STÉRILISATION

LE CONTRÔLE DES NAISSANCES A TIMOR ORIENTAL UN AUXILIAIRE AU GÉNOCIDE

La présence indonésienne à Timor Oriental est illicite. Le gouvernement indonésien n'a aucun droit d'y développer quelque programme que ce soit.

Depuis l'invasion indonésienne un tiers de la population a été exterminée "villages stratégiques", camps, répression et contrôles de tout genre ont été le lot des survivants et c'est cette population amoindrie et pauvre qui se voit imposer depuis 1983 un planning familial démesuré qui va à l'encontre de son identité et surtout de sa propre survie en tant que peuple.

Aujourd'hui majoritairement catholiques, les Timorais sont aussi opposés à la contraception pour des raisons religieuses. Un net refus du programme indonésien de contrôle des naissances par l'Eglise catholique à Timor Oriental est exprimé dans la lettre pastorale, du 3 mars 1985, du Nonce de Dili sur la responsabilité familiale :

"Le Keluarga Berencana (Planning familial) qui, comme nous le savons, est pratiqué à Timor, consiste simplement à distribuer des pillules à des gens ou à faire des injections à des femmes non informées avec l'intention de "conquérir le plus grand nombre de personnes".

Si même en Indonésie "l'exécution du programme n'accorde aucune considération aux femmes qui doivent prendre tous les risques, il n'y a qu'un but, atteindre l'objectif fixé par le gouvernement" (rapport sur l'observation de 15 centres de santé à Djarkarta présenté au 5^{e} Congrès International des Femmes et de la Santé, Costa Rica 1987), comment ne pas craindre pour Timor Oriental là où l'arbitraire règne.

Les "avantages" du Dépo-provera et du Net-Oen, administrés par injections, annoncés par leurs fabricants — effets contraceptifs à long terme, utilisation rapide et facile — se transforment en danger pour les Timorais.

La résistance populaire et religieuse à l'encontre du programme indonésien de planning familial conduit des fonctionnaires pour atteindre les objectifs fixés à exploiter le potentiel de fraude offert par les produits : il est difficile de prétendre que la pose d'un stérilet sert à autre chose qu'à la contraception, ça l'est nettement moins dans le cas d'une piqûre.

En 1985, un nouveau centre de planning familial s'est ouvert à Dili, capital de Timor Oriental. La Banque Mondiale a fourni 95 % du financement. En soutenant le contrôle des naissances pratiqué par les Indonésiens dans un but de contrôle territorial, la Banque sert activement la colonisation indonésienne de Timor Oriental. Ce faisant, elle reconnaît Timor Oriental comme province indonésienne contrairement à la position des Nations Unies.

T/ TIMOR

L'Ile de TIMOR est située à l'extrême pointe de l'archipel des Iles de la Sonde, cet arc défini par SUMATRA, JAVA, BALI, FLORES.

Elle est à quelques 500 Kilomètres au Nord-Ouest de l'AUSTRALIE.

C'est un pays montagneux.

La côte Nord se présente sous l'aspect de hautes montagnes, dépassant 2.500 mètres, surgissant de la mer. L'axe central est formé d'une autre chaîne s'étirant d'Est en Ouest, atteignant plus de 3.000 mètres au Mont RAMELEAU, prolongée de plateaux calcaires d'où rivières et torrents s'écoulent vers une plaine côtière marécageuse.

Située entre les 8^e^ et 10^e^ degrés de latitude Sud, elle a un climat de mousson tropical avec une saison de Mai à Novembre et une saison de pluies abondantes de Décembre à Avril, rendant difficiles, voire impossible l'accès à certaines régions montagneuses.

La population d'origine s'est implantée depuis la NOUVELLE-GUINÉE, la PAPOUASIE, elle est de type malais et mélanésien, estimée actuellement à 700.000 habitants pour le TIMOR Oriental.

Connue depuis fort longtemps par les Arabes et les Chinois qui faisaient le commerce des bois précieux, l'Ile est progressivement contrôlée et occupée par les Portugais et Hollandais au cours des 16^e^ et 17^e^ Siècles.

Les premières colonies portugaises amènent des métissages avec les indigènes d'où l'apparition d'une classe socio-économique, celle des Topasses ou "Portugais Noirs" et les rivalités pour le contrôle du commerce des bois jusqu'en 1769 où se fait une répartition du territoire.

Cependant une autre lutte reste engagée entre Hollandais et Portugais qui se prolonge durant 2 siècles, jusqu'en 1904, l'Ile étant alors partagée entre les deux colonisateurs.

D'où la découpe actuelle du pays, une partie Ouest d'environ 15.000 Km^2 étant partie intégrante de l'INDONÉSIE, exceptée l'enclave d'OE-CUSSE, établissement des anciens Topasses et la partie Orientale, de 19.000 Km^2, ancienne colonie portugaise jusqu'en 1975, actuellement occupée par l'armée Indonésienne et qui lutte depuis 15 ans pour son indépendance.

Le TIMOR Oriental est fermé aux étrangers, les terres ont été accaparées, la langue nationale, le Tetum, est interdite, les opérations militaires ''Extinction'', ''Nettoyage Général'' se succèdent, avec leurs conséquences de perquisitions, arrestations arbitraires, exécutions sans jugements, tortures, viols, disparitions.

Le tiers de la population Timoraise a été éliminé au cours de ces années de guerre.

T/ TOWNSHIPS

Cités-dortoirs noires, proches des villes blanches, où sont contraints de résider les Africains. Ce sont des réserves de main d'œuvre sous payée jumelées aux grandes villes blanches.

SOWETO (South Western Township) au Sud-Ouest de JOHANNESBURG est la plus connue. Au début du siècle, SOPHIATOWN, banlieue de JOHANNESBURG était le lieu de rencontre et d'échange pour tout ce que l'AFRIQUE du SUD Noire comptait de talents intellectuels ou artistiques ; les 60.000 Noirs ont été déportés en 1955 vers un ghetto nouvellement créé : SOWETO...

...Ainsi, en quelques années, les capitales culturelles des Africains, des Indiens et Métis furent rayées de la carte et leur population rejetée dans les Townships.

Ce sont des bidonvilles surpeuplés où les conditions de vie sont misérables.

A SOWETO, le nombre moyen par logement est de 10 habitants, pour des petites maisons de 8 mètres sur 6 ; toutes semblables, elles se succèdent à perte de vue le long des rues non goudronnées, sans trottoirs.

Sur l'agglomération flotte un nuage permanent de poussière et de fumée de charbon.

Le ghetto noir de PORT-ÉLISABETH compte de 90.000 à 120.000 personnes entassées dans 9.000 cahutes. Les conditions d'hygiène sont déplorables ; à chaque poste d'eau, dans la rue, un robinet dessert environ 600 personnes. Le taux de mortalité y est très élevé ; malnutrition, tuberculose font des ravages.

Le chômage dans les Townships touche environ 30 % de la population.

La moitié des habitants vit au dessous du seuil de pauvreté absolu.

Les ghettos ont été conçus pour être facilement bouclés par l'armée.

En Juin 1976, au cours des événements de SOWETO, plus de 1.000 enfants Noirs furent massacrés par la police blanche.

A LANGA, près de PORT-ÉLISABETH, 26 personnes trouvèrent la mort le 21 Mars 1985 ; il y eut 47 tués et blessés par balles, dont 35 avaient été atteints dans le dos.

En Février 1986, 30 personnes furent tuées par la police lors d'une répression à ALEXANDRA, Township de JOHANNESBURG.

La liste serait interminable, des milliers de personnes tuées, blessées, emprisonnées, torturées par un pouvoir blanc aux abois qui ne sait que réprimer dans le sang.

Le gouvernement a imposé dans les Townships des conseils municipaux corrompus, à son service, appuyés par polices, milices, factions para-militaires.

Beaucoup de conseils ne fonctionnent plus.

Là où ils subsistent, ils vivent assiégés dans des camps retranchés, sous la protection de l'armée.

Des conseillers ont démissionné ; certains ont fui ou ont été tués.

U/ U.D.T. Unia Democratica Timorense

(Union Démocratique Timoraise)

Créée le 11 mai 1974, l'U.D.T. était essentiellement composée de fonctionnaires de l'administration portugaise, dont des ex-membres de l'Action Nationale Populaire (A.N.P.), parti unique de l'ancien régime salazariste. Ses principaux soutiens se trouvaient parmi les populations des régions de Maubisse, Laklubar, Ainaro et Maubara.

Résistant à l'idée de l'indépendance, l'U.D.T. défendait l'idée d'une Fédération avec le Portugal et s'opposait à toute proposition d'intégration dans l'Indonésie (à tel point qu'en 74, elle accusait le FRETILIN d'avoir des rapports trop étroits avec le gouvernement indonésien).

Plus tard, dans le contexte du processus de décolonisation, elle soutiendra son projet de Fédération avec le Portugal mais comme étape vers l'indépendance. Cette évolution aboutira à la formation d'une coalition avec le FRETILIN en janvier 1975.

Pour la majorité des observateurs qui ont visité Timor en 1974, l'U.D.T. était le parti le plus populaire dans le territoire. Mais ils constataient aussi que cette situation s'était modifiée rapidement (particulièrement à partir d'octobre 1974) suite à la propagande et aux actions des militants et sympathisants du FRETILIN.

Les campagnes d'alphabétisation lancées par le FRETILIN dans tout le territoire et la création de coopératives agricoles visant à une participation plus effective des Timorais dans le circuit production — commercialisation, avaient créé des dynamiques culturelles et socio-économiques originales.

L'idée d'indépendance s'était consolidée au cours de ces campagnes, renforcée par les modifications institutionnelles introduites progressivement par l'administration portugaise (“programme de décolonisation” : création de pouvoirs locaux élus démocratiquement et chargés de défendre des intérêts régionaux face au pouvoir central).

Ce processus qui avait modifié radicalement le paysage politique timorais, l’élargissement de l’influence du FRETILIN, la perte de popularité de l’U.D.T. et surtout les pressions et divisions exercées dans son sein par les Indonésiens, furent les facteurs qui poussèrent les dirigeants de l’U.D.T. à briser la coalition avec le FRETILIN et à s’engager dans la voie de la confrontation violente avec celui-ci.

Poussée par la crainte d’une invasion indonésienne, l’U.D.T. le 11 août 1975, s’attaquait à l’ensemble du FRETILIN par “l’élimination physique” des membres qu’elle considérait “communistes” en prétendant ainsi éloigner le “péril indonésien”.

Par cet acte, l’U.D.T. qui avait mal mesuré l’influence réelle du FRETILIN allait fissurer gravement le tissu social timorais.

Incapables de riposter à la contre-offensive que le FRETILIN avait déclenché le 20 août une large partie des membres de l’U.D.T. prenaient la fuite vers la zone frontalière. Face à l’avancée des troupes du FRETILIN et les “invitations” pressantes des Indonésiens, les membres de l’U.D.T. et leur famille finissaient par pénétrer dans le Timor indonésien (près de 10.000 personnes).

En 1986, alors que la Résistance Armée à l’intérieur du territoire lançait des appels à l’unité de “tous les fils de Timor” contre l’envahisseur, des révisions importantes de la politique du FRETILIN permettaient d’aboutir en mars à une alliance de l’U.D.T. et du FRETILIN : La Convergence

Nationaliste (C.N.), plateforme politique affirmant une volonté commune de poursuivre la lutte pour l'indépendance de Timor Oriental.

Le Commandant en chef des FALINTIL, Xanana Gusmao définissait dans une lettre à la Commission politique de l'U.D.T. datée du 1er janvier 1986, ainsi le rôle de la Convergence Nationaliste :

"La Convergence Nationaliste (C.N.) a, à partir d'aujourd'hui une lourde mission : celle de représenter les légitimes intérêts et suprême désir de notre martyrisé Peuple.

La C.N. a enfin détruit les barrières qui avaient provoqué la division fatale des fils de Timor Oriental, ce qui avait fourni l'occasion tant attendue par les Généraux de Djarkarta pour envahir et massacrer notre Peuple. La C.N. doit avoir l'intention permanente de privilégier le désir de notre Peuple, l'unité des fils de Timor Oriental, aux intérêts partisans. Seulement ainsi nous obtiendrons une totale capacité politique pour défendre la juste cause du mille fois héroïque Peuple Maubère.

U/ UP BEAT

UP BEAT est un magazine d'éducation d'adolescents africains noirs.

Diffusé surtout dans les écoles et auprès des associations, il répond aux besoins qu'ont les jeunes noirs de s'identifier à une histoire, à une culture, l'histoire de leur pays que le régime minoritaire s'efforce d'effacer.

Ainsi, en AFRIQUE du SUD, pas une statue, pas une plaque de rue ne sont érigées en faveur d'un Noir... des événements tels ceux de SOWETO ne sont pas célébrés, ne sont pas reconnus.

On voudrait dé-structurer un peuple, l'empêcher d'avoir une mémoire collective qu'on ne s'y prendrait pas différemment.

D'où l'importance de ce magazine édité depuis 1981, qui sort à raison de 9 numéros par an. Tirage en couleurs, avec une trentaine de pages, on y développe l'information sur les événements qui ponctuent la résistance noire à l'Apartheid, sur les modes de vie urbaine et rurale, sur la géographie du pays.

Au fil des pages : des périodes de l'histoire mondiale, les échanges entre lecteurs : le Talkshop (boutique aux informations), une bande dessinée évoquant la vie d'"EQUIANO, l'esclave qui luttait pour être libre", des contes traditionnels, illustrations, textes poétiques de Noirs Sud-Africains, recettes culinaires, conseils de jardinage des cultures vivrières, articles sur la musique africaine...

Dans un pays où l'enseignement est à plusieurs vitesses et où la majorité de la population est condamnée au silence, une publication comme UP BEAT apporte une bouffée d'oxygène vitale. Les enseignants peuvent l'utiliser avec leurs élèves et l'équipe d'UP BEAT édite pour chaque numéro une fiche de travail pratique.

Rédigé en Anglais, il est écrit du point de vue des Africains, permet l'ouverture sur les autres pays, la connaissance de sa propre culture, encourage la créativité.

Sa publication est assurée par S.A.C.H.E.D. (South-African Committee For Higher Education).

Né en 1959, S.A.C.H.E.D. propose un enseignement alternatif contrebalançant les inégalités créées par le système raciste discriminatoire, et insère le développement par l'éducation dans un processus global de libération.

Le C.C.F.D. (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) apporte son soutien financier aux initiatives de la S.A.C.H.E.D. et particulièrement à la revue UP BEAT.

V/ VAN

Province du KURDISTAN au Sud du Massif ARARAT, c'est une région montagneuse située à l'Est de la TURQUIE, à la frontière Iranienne.

Elle représente 40.000 Km² de hauts plateaux et de chaînes dont les sommets culminent à plus de 4.000 mètres encadrant le lac de VAN, lac de barrage à 1.660 mètres d'altitude.

La ville de VAN, au bord du lac, illustre la longue histoire et les vicissitudes de cette contrée au cours des siècles. Cité du royame de Biainas, en rapport avec l'ASSYRIE dès le 9e siècle avec J.C., elle passe dans l'Empire de DARIUS 1er au début du 5e siècle ; c'est alors la capitale de l'une des vingt satrapies créées par le roi des Perses, ce même DARIUS qui fit graver dans le rocher de Béhistoun, près de HAMADHAN, aux confins du KURDISTAN, la grande inscription trilingue immortalisant son règne et qui devait 25 siècles plus tard, permettre le déchiffrement des textes cunéiformes.

Rebâtie vers 150 avant J.C., VAN est successivement occupée par les Arabes, lors de l'expansion de l'ISLAM au 7e siècle, par la dynastie indépendante du Vasbouragan au 10e siècle et au 11e siècle par les Turcs Seljoukides. Les Tatars et les Mongols y font des incursions, puis elle tombe sous la domination des Sultans Ottomans à partir du 16e siècle. Les Turcs asservissent la région au 19e siècle, et en 1840 soumettent son Emir, le Kurde BEDRI-KHAN-BEY.

Arrosée par le Botan-Sou et le Grand Zab, affluents du Tigre, c'est une région riche en Cultures et Elevages de même qu'en ressources Minières : Houilles, Plomb, Cuivre, Etain,... et surtout le Pétrole, objet de toutes les convoitises, abondant autour de BATMAN et RAMANDAGI, et qu'un oléoduc transporte jusqu'à la Méditerranée, au port d'ISKENDERUN (ALEXANDRETTE).

W/ WINTERVELD

Parcelle du BOPHUTHATSWANA, WINTERVELD est un ghetto noir où ont été déplacés de force un million de Noirs, entassés dans des taudis, vivant dans des conditions effroyables.

Le rapport de la Commission Justice et Paix de PRETORIA sur WINTERVELD est accablant sur le plan de la surpopulation, des conditions sanitaires, de la misère.

L'Etat a tenté de vider PRETORIA d'un "surplus" de population noire, déportant des sections entières des quartiers urbains et les regroupant dans cet immense bidonville, incorporé au BOPHUTHATSWANA.

La pauvreté résultant de ce déplacement et de la réinstallation de l'"armée de réserve de main d'œuvre africaine" est illustrée par les conditions qui prévalent à WINTERVELD.

La zone se caractérise par une recrudescence de maladies, dysenterie, gastro-entérite, rachitisme, liées à la pauvreté et à la malnutrition... la mortalité infantile est très élevée, les médecins, équipements médicaux et médicaments font presque totalement défaut.

Le gouvernement noir du BOPHUTHATSWANA n'accepte pas cette ethnie non TSWANA, et les Blancs jouent sur cette exaspération des dissensions tribales.

Un plan anti-squatters a été mis en place, création d'un escadron para-militaire qui se comporte envers les résidents comme une gestapo, bénéficiant d'une totale impunité.

L'archevêque de PRETORIA, Mgr DANIELS, dénonce les raids nocturnes, meurtres, viols, tortures au quotidien perpétrés par la police et les miliciens.

Les jeunes Noirs considèrent cette troupe comme armée d'occupation, d'où les manifestations où les "forces de l'ordre" contribuent délibéremment au déclenchement de la violence entraînant émeutes et répression sanglante : 15 morts dans une manifestation le 23 Mars 1986 ; le 2 Avril suivant, la police tire sur une foule pacifique : 11 morts, 200 blessés dont 2 médecins français de Médecins du Monde qui témoignent publiquement du massacre... le président du BOPHUTHATSWANA, nommera Général le policier responsable de la répression.

X/ XOSAH

La population d'AFRIQUE Australe est d'une grande complexité et les ethnies, d'origine Hottentot ou Bantou, s'y cotoient depuis des siècles avec leurs particularismes historiques, linguistiques, leurs traditions et cultures.

Aussi le gouvernement Sud-Africain blanc s'efforce-t'il de jouer sur cette diversité pour diviser et dominer la majorité africaine, d'où la création des Homelands, justifiés selon lui par cette diversité ethnique : Tswanas, Ndebele, Qwa-Qwa, Zulu, Sotho, Swasi, Xosah.

Les Xosahs sont l'un des rameaux de la population Bantou, qui émigra de l'AFRIQUE Soudanaise vers le Sud à partir des derniers siècles avant notre ère.

Partis à la recherche d'un nouvel habitat, les Bantous apportaient avec eux l'utilisation du fer ; ils pénétrèrent progressivement un territoire occupé depuis plusieurs millénaires par des chasseurs cueilleurs, ancêtres des actuels Bushmen. Ces Bushmen appartiennent eux-mêmes à la grande famille Qwa-Qwa, leur langue est caractérisée par ses klics, consonnes claquantes, aux sonorités popularisées par le film "Les Dieux sont tombés sur la Tête".

Les Xosahs sont vraisemblablement originaires du puissant royaume du ZIMBABWE, dont l'architecture et la métallurgie furent florissantes aux 11^{e} et 12^{e} siècles.

Les nombreuses exploitations minières que l'on a retrouvées au TRANSVAAL tendent à le confirmer.

Ils sont du groupe oriental des Nguni, qui renversèrent au 18^{e} siècle les derniers souverains Monomotapas (de Mwene-Mutapa : Seigneur des Mines).

Les Xosahs furent les premiers à entrer en contact avec les Boers, en 1975.

La rencontre de ces deux courants opposés de migration dégénéra rapidement en conflits armés. Les guerres dites ‘‘Cafres’’ durèrent un siècle et se soldèrent par la domination et l’asservissement que l’on sait.

Z/ ZULUS

Les Zulus sont une autre ethnie du peuple Bantou. Ils occupent dès le début du 16e siècle la région côtière et créent un royaume puissant, voisin de l'Empire du MONOMOTAPA, qui se maintient jusqu'au début du 19e siècle.

Le développement de la Colonie du NATAL va provoquer des affrontements au début du 19e siècle. Guerriers redoutables, défendant un royaume très organisé, les Zulus vont résister pendant près d'un demi-siècle aux Boers et aux Anglais.

En 1878-1880, les Anglais entreprennent une campagne militaire difficile et coûteuse à la suite d'une révolte Zulu ; elle aboutira à la capture du chef Zulu et à la soumission des populations du ZULULAND. C'est au cours de cette guerre que mourut le prince Louis BONAPARTE, fils de l'Empereur NAPOLÉON III, qui servait dans l'armée anglaise.

En 1887, tout le territoire fut proclamé protectorat britannique, puis colonie anglaise en 1898.

Actuellement, 8 parcelles de cette région constituent le KWAZULU, bantoustan sous l'autorité tyranique d'un chef tribal, BUTHELEZI, lié au patronat blanc Sud-Africain, et ouvertement hostile à l'action de l'A.N.C. et de l'U.D.F.

En 1975, BUTHELEZI s'est créé une armée, l'Inkhata, dont il se sert pour réprimer les actions de résistance menées par les partis et mouvements d'opposition : 5 étudiants massacrés et 113 blessés le 30 Octobre 1983 à l'Université du ZULULAND, 78 morts entre le 1er et le 28 Août 1985, 15 tués le 7 Août 1985 lors du service religieux à la mémoire d'une militante de l'U.D.F., 2 morts fin Mars 1986 à

DURBAN, 4 à la mi-Décembre dans la cité noire de MPHOPHOMENI lors d'un conflit dans une usine métallurgique ; le 21 Janvier 1987, INKHATA tue 13 personnes à KWAMAKHULA, dans une réunion de l'U.D.F.

Bien que refusant l'"Indépendance" du KWAZULU, et proclamant son opposition "Non-Violente" à l'Apartheid, BUTHELEZI et l'INKHATA sont de fait un outil répressif au service des blancs.

PETITE BIBLIOGRAPHIE

— AFRIQUE DU SUD - L'APARTHEID sans masque.
Jeff TREMBLAY - Editions C.C.F.D. - KARTHALA.

— APARTHEID NO - Publication mensuelle du Mouvement Anti-Apartheid FRANCE.

— AUJOURD'HUI L'AFRIQUE - Revue de l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'AFRIQUE.

— CROISSANCE DES JEUNES NATIONS - Articles d'Information et d'Analyse. Malesherbes. Publications.

— FAIM ET DÉVELOPPEMENT - Revue et Dossiers.
Editée par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

— INFORMATION AND COMMENT.
Bulletin d'information de la SWAPO.

— LES KURDES - Basile NIKITINE.
Editions d'Aujourd'hui.

— LES KURDES, UN PEUPLE OUBLIÉ.
Publication de Terre des Hommes FRANCE.

— LES KURDES ET LE KURDISTAN.
Ouvrage Collectif - Editions MASPERO.

— RAPPORT DE MISSION EN AFRIQUE DU SUD.
Jacques MAIRE - C.C.F.D.

— TEKOSER - Revue de l'Union des Travailleurs et Etudiants Kurdes en BELGIQUE.

— TIMOR - Marcel ROGER.
Editions de l'HARMATTAN.

— TIMOR ORIENTAL - Une réflexion Chrétienne.
Editions du C.I.I.R.

— TIMOR - INFORMATIONS.
Revue de l'Association de Soutien au TIMOR Oriental.

— UN TRIBUNAL POUR LES PEUPLES.
Sous la Direction d'Edmond JOUVE.
Editions BERGER - LEVRAULT.

— UP BEAT - Magazine pour Adolescents.
Edité par SACHED - JOHANNESBURG.

Plaquette conçue et réalisée par Eric SCHÄFER